DEHORS L'OTAN DE YOUGOSLAVIE!

Au moment où les forces de l'OTAN préparent une nouvelle agression contre la Yougoslavie, avec la complicité de la social-démocratie et des gouvernements européens, il faut se rappeler quels intérêts sont défendus par ceux qui prétendent aujourd'hui soutenir le droit à l'auto-détermination de la population albanophone vivant au Kosovo. Ces droits des peuples ont été réellement valorisés quand la Yougoslavie était dirigée par le PC Yougoslave, malgré tous les problèmes et les limitations que Posadas analyse dans cet article. Ces droits à l'auto-détermination sont en fait le dernier des soucis de l'OTAN, de l'impérialisme nord-américain et du capitalisme européen. Ils se servent des difficultés de ce qui reste de l'Etat ouvrier yougoslave pour encourager le séparatisme des Albanais du Kosovo. Les soi-disant "guérilleros" de l'UCK sont une milice payée et armée par les Occidentaux pour entretenir un foyer supplémentaire de crise en Yougoslavie. Ils sont aussi protégés par le gouvernement albanais qui vise l'annexion pure et simple du Kosovo à l'Albanie.

L'UCK est une sorte de Vlaamse Blok organisé militairement! Il faut comparer l'attitude des Occidentaux envers les Kosovars et envers les Kurdes pour voir à quel point ils s'en foutent du droit à l'auto-détermination des peuples. Lorsque Oçalan demandait l'asile politique en Europe, tous les gouvernements la lui ont refusé. C'aurait pourtant été l'occasion de discuter la situation des Kurdes en Turquie et de défendre leurs droits démocratiques. Au lieu de cela, ils ont permis qu'Oçalan soit kidnappé et livré au gouvernement turc et maintenant, ils demandent hypocritement un "procès équitable"! Ils savent très bien que le régime turc est autocratique, qu'il met les députés kurdes en prison simplement pour avoir parlé dans leur langue, qu'il n'est pas capable de faire le moindre "procès équitable" et profitera de la situation pour essayer d'écraser le mouvement kurde.

Comme la Turquie est un important membre de l'OTAN, les gouvernements européens font taire les scrupules démocratiques et oublient la défense de l'auto-détermination du peuple kurde. Que ce soit en Turquie ou en Yougoslavie, l'impérialisme US et ses alliés de l'OTAN poursuivent la même politique: soutenir l'hégémonie américaine, entretenir des conditions de guerre,
justifier la continuation de la production et la sophistication de l'armement,
maintenir toute la bourgeoisie en état d'alerte contre les luttes anti-capitalistes
des masses et leur volonté de défendre ou reconstruire les Etats ouvriers. Il ne
faut pas demander un procès équitable, mais nous mobiliser pour la libération pure et simple de Ōçalan dont la vie est en grand danger et pour que l'Otan sorte de Yougoslavie!

Pas un soldat belge pour ces missions faussement humanitaires!

Le vieux mot d'ordre de la gauche, socialiste et communiste, est toujours d'actualité:

LA BELGIQUE HORS DE L'OTAN!

L'Euro, la crise du capitalisme européen et la nécessité d'unifier l'Europe sur une base socialiste

Tout en créant un brouillard épais, le capitalisme veut toujours identifier ses désirs avec les besoins de la population pour se donner l'impression qu'il est humaniste. L'euro est une nécessité historique du capitalisme européen pour son développement et nullement pour le développement de la condition sociale des travailleurs. Le passage à l'euro permet de justifier les ponctions des revenus des travailleurs, des chômeurs, des pensionnés, de tous les allocataires sociaux, de la classe moyenne, des petits rentiers..., de réduire à une peau de chagrin la sécurité sociale afin de combler la plupart des emprunts publics.

Ces emprunts ont été exploités au profit de la grande bourgeoisie, et cette bourgeoisie crée des lois la libérant de la plus grande partie de l'impôt. L'euro a été créé à Maëstricht avec un cortège d'obligation de réductions de dépenses de l'Etat pour combler le déficit, dépenses essentiellement sociales et salariales. L'ensemble de la population doit payer sauf le grand

patronat et les multinationales prétextant le devoir de rester concurrentiels. L'euro n'est pas la cause de cette dégradation sociale, les pays ne participant pas à l'euro ou à Maëstricht pratiquent la même politique de régression sociale. Le seul point commun c'est le capitalisme!

L'opposition capitaliste à l'unification veut uniquement favoriser la petite et moyenne bourgeoisie nationale et régionale tout en étant encore plus régressive pour le peuple. Le capitalisme européen veut faire croire à un renforcement de son économie alors qu'il est astreint à une série de traités qui soustraient toute souveraineté de son économie, de ses armées... telle que l'OMC (organisation mondiale du commerce) extrêmement favorable aux Etats-Unis ensuite à l'Occident et au Japon au détriment du reste du monde, tel que l'OTAN qui met de fait les armées à la disposition de la politique américaine. La création de l'euro pourrait, telle est l'intention de la bourgeoi-

suite page

Lutte & Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste Section belge de la IV^{eme} Internationale Posadiste

37ème ANNEE

Mars 1999

N° 410

20 Francs

Périodique bi-mestriel-Dépôt de Bruxelles X Editeur Responsable: Pôlet Cl: 62, rue des cultivateurs-1040Bruxelles CCP N° 000.0976234.26 - FAX: 02.732.31.24

La dispersion des forces de gauche face aux élections du 13 Juin 1999

Les prochaines élections sont déjà devenues le principal souci de tous les partis, de la droite à la gauche. Elections européennes, mais surtout élections nationales et régionales : les partis sociaux-chrétiens et socialistes font tout pour rester au pouvoir, les Libéraux et les Ecolos font tout pour y parvenir. Le PS et le SP essaient de montrer leur efficacité au gouvernement, leur apport à l'entrée de la Belgique dans l'Euro, leur fonction de garde-barrière pour défendre la sécurité sociale et l'Europe sociale.

Mais les partis libéraux ont beau jeu de se montrer encore plus " sociaux " que les socialistes, puisque sous les divers gouvernements Dehaene le chômage et les coupes sombres dans la sécurité sociale n'ont fait qu'augmenter, les conditions de vie des masses se sont détériorées, la pauvreté s'accroît, avec son cortège de misères, d'insécurité, de marginaux, de délinquance. Le" modèle" social-démocrate est mis en question partout en Europe, bien que la plupart des pays européens sont dirigés par des Partis socialistes.

Le PS et le SP ont apporté une caution essentielle au capitalisme dans leur participation gouvernementale : ils ont présidé à la privatisation de tout ce qui restait d'entreprises publiques en Belgique! Ils ont aussi fait passer l'austérité, le bloquage des salaires, les impôts supplémentaires dits " de solidarité ". Avec l'argent gagné, le gouvernement a " réussi " l'opération d'entrée de la Belgique dans le peloton de tête pour l'Euro. Mais qu'est-ce que cela apporte aux travailleurs ? à la majorité de la population qui vit uniquement de son salaire? Les entreprises capitalistes sont en meilleures conditions pour intervenir sur le marché européen, mais les travailleurs sont perdants à tout point de vue.

Les privatisations ont favorisé la pénétration du grand capital européen et américain dans l'économie du pays, dont il ne reste pas grand-chose de " belge ". Les dirigeants socialistes, en poussant cette politique, ont contribué à la désintégration économique de la Belgique.

Le démantèlement de la Sécurité Sociale sera bientôt une réalité, et pas seulement à cause des " pressions " fla-

> Le procès des 13 délégués des Forges de Clabecq et la nécessité d'organiser la gauche syndicale dans tout le pays

> > voir page 2

mandes, mais parce que les dirigeants du mouvement ouvrier, en Wallonie aussi, sont entraînés dans cette spirale. A quoi cela sert-il de crier maintenant contre la surenchère communautaire, alors que la gauche n'a mené aucune lutte pour maintenir une union entre les travailleurs, elle n'a rien fait pour trouver des points communs de lutte entre les partis socialistes flamand, bruxellois et wallon.

Au lieu de cela, le PS entre dans la campagne électorale en agitant le front communautaire! On voit s'embrasser José Happart et Philippe Moureaux pour bien montrer la solidarité Wallonie-Bruxelles, les socialistes courent derrière le Parti libéral qui fait feu de tout bois pour gagner des électeurs. Les Ecolos maintiennent une grande ambiguité. Ils se montrent de plus en plus sociaux, mais eux aussi courent derrière le Parti Libéral en se déclarant disposés à faire un gouvernement avec lui.

Ils soutiennent un programme économique égal à celui des libéraux, en prônant la défense des PME, en proposant des mesures de réductions de charges pour les favoriser, ils ont abandonné toute défense de la propriété publique, tout comme les socialistes. Les différences entre les partis de gauche ou de droite semblent de plus en plus ténues aux yeux de la population qui ne voit pas de perspective dans ces élections. Mais cela ne profite pas non plus à l'extrême droite, qui ne trouve pas de point d'appui pour gagner des forces parmi les masses plus. pauvres et rejetées par le système capitaliste. Le Vlaamse Blok ne gagnera pas plus que les autres, même à Bruxelles où il se présente comme le garant de la sécurité des citoyens.

La seule grande force de la droite et de l'extrême droite en Belgique se trouve dans l'absence de front de la gauche! Les élections de juin pourraient être une occasion de faire progresser ce front, mais les directions de la gauche sont tellement empêtrées dans leur souci du jour qu'elles ne voient plus rien de ce que souhaitent et cherchent à faire leurs propres électeurs qui sont les ouvriers, les employés, les enseignants, les travailleurs

suite page 2

RAPPEL HISTORIQUE DE LA CONSTRUCTION DE L' ETAT OUVRIER ^ YOUGOSLAVE

Extraits de l'article de J.Posadas paru dans la Revue Marxiste de Juillet 1980 $voir \ page \ \vec{\beta}$

Le procès des 13 délégués des Forges de Clabecq et la nécessité d'organiser la gauche syndicale

Le procès des travailleurs des Forges de Clabecq, est très significatif de la crise actuelle qui secouent les organisations syndicales. Il est clair que l'objectif des tribunaux, de la justice bourgeoise est d'intimider les délégués syndicaux et les travailleurs de tout le pays de faire des grèves et des actions de mobilisations pour défendre son emploi, pour empêcher la fermeture des entreprises, et de mener des combats offensifs contre le patronat et le gouvernement.

Les accusations se basent sur une vieille législation de 1887 pour rendre responsables les délégués élus de tous les gestes et les actions de n'importe quel travailleur. Les actions sont jugées individuellement et sorties de leur contexte social, et jugées en soi, et non dans le contexte d'une action collective organisée par les syndicats, dans le cadre d'une grève et d'une mobilisation collective pour empêcher la fermeture d'une entreprise.

Il est donc essentiel d'organiser une grande discussion, un débat ouvert et fraternel dans toutes les assemblées syndicales de tous les secteurs pour que ces délégués ne soient pas jugés, parce que une condamnation impliquerait inévitablement des conséquences de restrictions des droits syndicaux, de limitation du droit de grève pour tous les travailleurs du pays.

Tout est fait, par la presse, les médias, les partis politiques pour isoler la lutte des délégués et travailleurs de Clabecq, du reste des délégations syndicales, en déformant la réalité, et en gonflant le rôle et la fonction du PTB dans toute cette affaire, pour faire peur au reste des travailleurs, et faire croire qu'il s'agit d'une manipulation de groupes d'extrême gauche tout à fait minoritaire et marginal. Par exemple, le premier jour du procès à Nivelles, une partie de militants syndicaux se sont retrouvés à Bruxelles devant le Palais de Justice, et une autre partie de militants syndicaux se retrouvaient à Nivelles.

Les choses ont été présentées comme si à Nivelles il n'y avait que le PTB, et à Bruxelles des délégués syndicaux soutenant seulement les délégués qui n'ont pas été exclus de la FGTB.

Dans tous les secteurs, il faut discuter la réintégration à la FGTB des délégués syndicaux exclus. L'exclusion de la FGTB met les travailleurs dans une situation de vulnérabilité vis-à-vis de la justice. Cela n'est pas acceptable. Il faut les réintégrer au sein de la FGTB et faire un grand débat ouvert dans le syndicat sur la tactique et la stratégie à adopter pour

empêcher la fermeture d'une entreprise.Que tout le mouvement ouvrier discute, en débatte. Il est complètement absurde d'opposer les méthodes à la " D'orazio", à celles de " Karel Gacoms". Il est aussi absurde de prétendre qu'aux Forges de Clabecq, il se sont mieux battus parce qu'ils ont obtenu la réouverture de l'usine, qu'à Renault où ils n'ont rien obtenu que la fermeture du site.

Il est un fait évident que si les travailleurs avec leur délégation ne s'étaient pas battus comme des lions, il n'y aurait peutêtre pas eu de reprise à Clabecq. Mais il ne faut pas se faire trop d'illusions non plus sur l'avenir des Forges nouvelle mouture à la Duferco. Les conditions économiques et sociales aux Forges de Clabecq et à Renault Vilvorde sont complètement différentes.

La mobilisation et la volonté combative des travailleurs n'a pas été différente, comme d'ailleurs dans toutes les entreprises publiques et privées du pays. Partout, les travailleurs résistent, se battent, font des arrêts de travail pour défendre leur emploi et leurs conditions de travail.La lutte contre l'appareil syndical n'a pas commencé avec la grève des Forges de Clabecq.

Les dockers d'Anvers et de Gand ont commencé ce combat en 1970, par leur grève contre une bureaucratie syndicale despotique et toute puissante, qui acceptait le système arriéré de distribution du travail sur les docks à la journée. Mais déjà depuis la grande grève de 60-61, les travailleurs n'ont pas

suite bage 4



La dispersion des forces de gauche face aux élections du 13 Juin 1999

Editorial.... suite de la page 1

sociaux, qui n'arrêtent pas de se mobiliser pour défendre des conditions de vie et de travail dignes de ce nom, pour sauver ce qui peut l'être encore de la sécurité sociale, de l'enseignement pour tous, des soins de santé, des pensions, des services à la population.

C'est dans les luttes permanentes pour l'emploi, pour la défense des acquis sociaux que les travailleurs sont en train de voter, et aussi de manifester leur méfiance envers ces directions qui ne se préoccupent que de leur propre survie politique ou électorale. Cette lutte qui se développe dans le mouvement syndical, dans tous les coins du pays, est aussi une lutte politique.

Une revendication de salaires devient politique dans la mesure où c'est le gouvernement Dehaene qui a inventé " la norme salariale ", une lutte pour défendre son emploi à Hoogovens ou ailleurs est aussi politique, puisque ce sont les gouvernements wallon ou flamand qui ont cautionné le rachat de Boël par les Hollandais, qui ont déroulé un tapis rouge aux multinationales qui se désengagent actuellement de Flandre comme de Bruxelles ou de Wallonie.

La bourgeoisie fait une campagne actuellement pour assimiler toutes ces luttes syndicales à une manipulation par le PTB, cela n'est pas du tout innocent ni occasionnel. Il y a une radicalisation dans le mouvement syndical, où les travailleurs voient que tout est politique, qu'il y a la position capitaliste ou celle

anticapitaliste. C'est pour cela que la bourgeoisie agite l'épouvantail du PTB à chaque action des travailleurs et, en particulier, à ceux de la FGTB. Ils s'imaginent que les gens auront peur de se battre pour ne pas tomber dans les mains d'un parti extrémiste.

Les positions du PTB sont telles qu'elles se prêtent à ce jeu. Le PTB affirme soutenir des objectifs communistes, mais avec des positions profondément sectaires et mystiques, pour lui ce n'est pas le prolétariat mais le parti et les chefs, les leaders qui provoquent le changement de société. Ou on est pour leur parti ou on est un ennemi. Il ne comprend pas que les travailleurs restent en majorité dans le mouvement socialiste ou chrétien de gauche en même temps que ils mènent de grandes luttes sociales contre leur propre direction.

Il pense aussi que c'est lui le sauveur. Il pense que les travailleurs sont embourgeoisés ou endormis et qu'il faut changer la société malgré eux. C'est pour cela que les medias peuvent se servir de lui comme un épouvantail. Mais cette situation exprime qu'un courant très important dans le mouvement socialiste, syndical voit la nécessité d'un changement radical de la société, la nécessité d'une lutte anti-capitaliste, et ce courant traverse toutes les organisations de gauche. Il faut trouver le moyen de faire parler ce courant dans le Parti socialiste, dans le mouvement syndical, en Flandre comme en Wallonie. Qu'il prenne position dans les partis pour appuyer les propositions, les candidats plus à gauche.

Les travailleurs de tout le pays qui ont soutenu massivement le combat de Clabecq, de Renault, qui ont manifesté par milliers à Clabecq, ne vont pas abandonner leur organisation pour suivre un nouveau " leader ". C'est une illusion de Roberto d'Orazio de croire que le crédit de la lutte de Clabecq est suffisant pour gagner beaucoup de voix sur la liste qu'il préside pour les Européennes et devenir député. D'Orazio et le PTB ne proposent rien pour faire progresser un front des travailleurs, pour rassembler la gauche socialiste, communiste, chrétienne sur une plate-forme commune. Au sein du SP et du PS, ainsi que de la FGTB, la gauche a de la force et il faut la soutenir, dans l'activité sociale ou électo-

Il faut tout mettre en œuvre pour mettre sur pied un front de la gauche, entre travailleurs wallons, flamands, bruxellois avec des propositions de programme anti-capitalistes, de changement profond de la société, de défense et extension des services publics, d'étatisation des bases principales de l'économie, de contrôle ouvrier sur la production et de planification de l'économie pour répondre aux besoins de la population. Il faut voir aussi que le Parti Communiste est encore faible, sa crise antérieure a laissé un certain vide où le PTB a essayé de s'engouffrer.

Mais le PCB a pris l'importante décision de se présenter partout avec son identité de communiste, aux élections et sur tous les fronts des luttes sociales. Nous soutenons et participons aux listes ouvertes que le Parti Communiste va présenter aux prochaines élections.

Nous rendons hommage à Tito, parce qu'il fut un révolutionnaire communiste. Nous avions beaucoup de divergences avec lui, nous l'avons critiqué, mais nous le considérons comme un révolutionnaire communiste. Nos critiques envers Tito, comme vis-à-vis de tout militant ou dirigeant communiste, socialiste ou de gauche en général, ont le souci de contribuer à la formation de la pensée communiste universelle. Tito était un révolutionnaire. Il est mort comme un révolutionnaire. Cependant, à partir de 1950, il s'éloigna du programme strictement communiste. Il ne fut pas le seul. Mais la contribution de Tito à l'histoire est importante, en particulier pour la Yougoslavie.

C'était un pays arriéré, féodal, divisé en différentes nationalités, sous le commandement du roi qui jouait le rôle de coordinateur entre les différentes nationalités. Il y avait un état très arriéré du point de vue culturel, artistique, scientifique, économique. Cette structure de la Yougoslavie était maintenue telle quelle intentionnellement, afin d'assurer la domination du grand capital, par l'entremise du roi. Le capitalisme fut incapable d'unifier la Yougoslavie, ni de la sortir de l'arriération.

Le communisme l'a fait. Il n'y a pas encore de société communiste, mais la conception communiste des relations sociales a permis de sortir la Yougoslavie de l'arriération et de développer ce pays. Il est encore en retard par rapport à d'autres Etats ouvriers, mais il est très avancé par rapport à son passé. Le capitalisme fut incapable de développer quoi que ce soit. Le développement de la Yougoslavie n'intéressait ni la France, ni l'Allemagne, ni l'Italie qui y voyaient un possible concurrent. C'est Tito qui a fait progresser la Yougoslavie, il l'a fait en tant que communiste, avec le programme et la politique communistes.

Le capitalisme à invente des pays comme la Yougoslavie, comme la Belgique. Il y a trois nationalités dans ce pays: Flamands, Wallons, Allemands. A Anvers, on n'accepte pas de correspondance écrite en français, elle doit être rédigée en flamand: voilà la culture capitaliste! La Yougoslavie était comme cela au début, mais le développement économique et social impulsé par Tito a permis d'en finir avec tout cela. En Yougoslavie, 3 langues différentes coexistent. L'objectif communiste a permis de surmonter les problèmes d'arriération de ces nationalités. Il en est de même en Chine et en Union Soviétique où des centaines de nationalités différentes coexistent. (..)

Lorsque Staline voulut pousser Tito dans les bras du capitalisme (en ordonnant qu'il partage le pouvoir avec la bourgeoisie et accepte le retour de la monarchie), celui-ci a rompu avec la direction de l'URSS. Il s'est retrouvé face à la réaction intérieure des différentes nationalités, des bourgeois, des cadres, techniciens qui essayaient de tirer des avantages chacun de son côté: Monténégrins, Macédoniens, Serbes, Croates, Slovènes. Le Parti Communiste était petit. Ses meilleurs cadres avaient été tués pendant la guerre. Les communistes yougoslaves furent des héros à l'égal des Soviétiques et des Chinois. Mais seul un petit noyau a survécu. Les autres devenaient communistes en cours de route et défendaient des intérêts régionaux, nationalistes. Les difficultés économiques faisaient ressortir les différences entre les différentes régions et chacun essayait de les résoudre de son côté. C'est ainsi que Tito a eu recours à l'autogestion pour essayer de coordonner entre elles les différentes nationalités. Il n'y avait pas de raison d'adopter cette mesure. Tito y a eu recours parce qu'il s'est trouvé avec un parti affaibli, diminué par la guerre. Il fallait le comprendre. Mais la bureaucratie soviétique et Staline n'avaient pas intérêt à le comprendre. Ils avaient intérêt à le soumett-

RAPPEL HISTORIQUE DE LA CONSTRUCTION DE L' ETAT OUVRIER YOUGOSLAVE

Extraits de l'article de J.Posadas paru dans la Revue Marxiste de Juillet 1980

Présentation

Ce texte de J. POSADAS est extrait de l'article "la construction du socialisme, les Non-Alignés et la mort de Tito" (18.5.1980). Il rappelle les conditions historiques de la création et de la construction de l'Etat ouvrier de Yougoslavie, la situation semi-féodale que connaissait le pays, la force de la révolution et du mouvement des Partisans qui, avec l'URSS, triompha du nazisme et qui, contre les injonctions de Staline, prit le pouvoir pour former la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

re, pour empêcher que l'attitude indépendante de la Yougoslavie influence les autres Etats ouvriers. L'indépendance pouvait signifier que la Yougoslavie allait prendre des mesures plus profondément communistes. C'est pour cela que Staline poussa Tito vers le capitalisme. Mais la révolution yougoslave n'a pas thomphé indépendamment de l'Union Soviétique. Si les Soviétiques n'avaient pas avancé contre l'Allemagne, Tito n'aurait pas gagné. Il croyait que c'était son mouvement de partisans qui triomphait des Allemands. Mais si les Allemands n'avaient pas dû affronter l'URSS ils auraient pu facilement écraser Tito.

L'Etat ouvrier soviétique, la révolution bulgare, polonaise, ont mis en déroute les nazis et ont permis la victoire de l'armée de Tito. Mais Tito ne voyait pas cela. Tito et les Partisans ont fait preuve d'un grand héroïsme et méritent le plus grand respect. Mais il faut dire aussi qu'ils n'auraient pas gagné si l'Union Soviétique ne l'avait pas emporté sur les Allemands. Elle les a mis le dos au mur. Ils ont signé la paix avec la Yougoslavie, non parce qu'ils étaient épuisés, mais parce qu'ils suivaient les conseils des Anglais et des Américains. La base de leur accord était: "liquidez Hitler et nous faisons la paix, sans quoi les Soviétiques vont occuper toute l'Allemagne ".

Les Allemands ont fait la paix d'un jour à l'autre pour empêcher l'avance des Soviétiques. C'est ce qui a sauvé Tito. Cela ne diminue en rien le courage immense de l'armée des Partisans. Mais il faut voir l'ensemble de ce processus. La Yougoslavie avait une expérience très faible de la construction du socialisme. L'expérience provenant de l'Union Soviétique était déformée par le stalinisme. Staline avait liquidé toute la direction du Parti Bolchevique, et éliminé toute intervention des masses dans les usines, dans les campagnes. Il avait brisé la structure < communiste de la direction. Mais le programme de l'étatisation de la propriété et de la planification économique a subsisté et cela a permis à l'URSS de subsister malgré sa faiblesse énorme face au capitalisme mondial. Tito ne vovait rien de cela et il devait répondre aux pressions des différentes nationalités qui voulaient chacune, leur indépendance, ainsi qu'aux pressions des Alliés qui voyaient un danger en

Les Alliés utilisèrent Tito contre Staline, mais ils cessèrent vite de le faire, parce que Tito était aussi un danger pour eux dans la masure où la Yougoslavie aurait influencé l'Allemagne, la Bulgarie, l'Albanie et tous les autres Etats ouvriers si le PC Yougoslave avait suivi plus à fond la politique communiste. L'impérialisme essave d'utiliser Tito et d'empêcher que Staline interviennent en Yougoslavie, parce qu'il voulait l'utiliser contre l'URSS et les nouveaux Etats ouvriers. Tito s'est laissé utiliser en partie. Il se voyait démuni de parti et de base économique, face à un état économique très arriéré. Cela l'amena à chercher une formule de conciliation avec les différentes tendances régionalistes et à créer "l'autogestion". Ensuite, il inventa aussi la "non-alignement" et le "tiers-monde". (..) Ces problèmes ne devaient pas nécessairement exister. La construction du communisme ne passe pas obligatoirement par cette étape. S'ils existent, c'est à cause de la faiblesse de la direction.

Mais le communisme se démontre nécessaire, de toutes manières, car c'est lui qui avance malgré toutes les erreurs des Yougoslaves et malgré les attitudes criminelles de Staline, qui poussait Tito vers le capitalisme. Que représente l'autogestion? C'est une concession au capitalisme. Elle n'est pas nécessaire dans un programme communiste. Elle est déterminée par les intérêts des régions, des villes, des différentes entreprises. Par exemple, en Slovénie, sept grandes fabriques de chaussures se font la concurrence. C'est absurde. Le résultat en est qu'on fabrique des milliers de chaussures qu'il faut ensuite jeter; ou d'autres qui sont mal faites et qui coûtent cher. Cela crée du chômage et des conflits au sein de la popula-

Malgré tout cela, la Yougoslavie est socialiste, c'est un Etat ouvriers que les Yougoslaves défendent avec toute leur passion. Ils voient que, malgré toutes ces erreurs, les mesures prises dans l'Etat ouvrier ont permis de progresser. Il y a des milliers de Yougoslaves qui vivent en Allemagne, en France, dans d'autres pays. Tous ont pris le deuil le jour de l'enterrement de Tito. Ils gagnent assez bien leur vie, cependant ils ont touts rendu hommage à Tito. Ils n'en auraient jamais fait autant pour le roi Michel. En Allemagne, le patronat a dû payer une journée de salaire à 20.000 Yougoslaves qui avaient décidé de prendre le deuil en hommage à Tito et ont distribué un tract défendant l'Etat socialiste yougoslave.

Dans cette lutte pour former les fédérations sur la base de l'autogestion, Tito devait s'imposer à l'appareil technique bureaucratique, qui était lié au capitalisme. Le Parti et les syndicats avaient peu de poids et peu de contrôle. C'est ainsi que la politique économique de la Yougoslavie s'est constituée. La politique de l'autogestion est contraire à toutes les expériences scientifiques, aux conclusions de l'expérience de l'URSS, de la Chine et des autres Etats ouvriers. Elle développe des intérêts privés à partir d'un fonctionnement collectif. Dans le système d'autogestion, les directeurs et les cadres ont des intérêts liés aux bénéfices de l'entreprise, il y a toute une série de divisions entre les travailleurs. L'autogestion crée des affrontements, de la concurrence entre les entreprises. La programmation ne s'établit pas en fonction des besoins de la population, mais selon les conceptions des différents directeurs. Il n'y a pas de planification centralisée. L'Etat fait un plan indicatif mais laisse ensuite chaque région, chaque entreprise, l'appliquer ou l'adapter. De cette manière, il n'est pas possible de centraliser la production.

L'Etat ouvrier a besoin d'une planification très centralisée, en même temps que d'une décentralisation pour appliquer le Plan. L'autogestion, par contre, fait en sorte que chaque entreprise calcule en fonction de sa propre capacité, de sa volonté ou de ses propres possibilités de commercialisation. C'est absurde. Malgré tout cela, la Yougoslavie a avancé car elle a créé des relations supérieurs à celles du capitalisme. Mais à côté de l'avance de l'Etat ouvrier, il y a eu également un développement énorme d'un appareil bureaucratique. Celui-ci est même plus important que l'appareil créé par Staline. Il a des intérêts économiques et des comptes en banque très importants.

L'Union Soviétique a pu se développer beaucoup plus que la Yougoslavie de Tito, tout en partant de conditions encore plus arriérées. La programmation centralisée de l'économie et la démocratie soviétique pendant les sept premières années de la Révolution Russe, ont permis de concentrer et de redistribuer de façon ordonnée toutes les forces disponibles, de maintenir un contrôle du Parti Bolchevique. Cela n'a pas pu se maintenir intégralement avec le développement de la bureaucratie sous Staline. La création de l'autogestion ne voulait pas dire qu'il existait une diversité de voies pour aller vers le socialisme. La seule façon d'avancer vers le socialisme, c'est par la centralisation, la planification de l'économie, le contrôle ouvrier, la vie politique de la classe ouvrière, le développement de la révolution dans le monde. En Yougoslavie il se passe tout le contraire. L'autogestion implique un repli sur des intérêts locaux, un soutien au statu quo dans le monde(..)

Il y a un appareil bureaucratique très riche et lié au capitalisme. C'est le seul Etat ouvrier où, malgré l'existence d'une Banque centrale, les grandes entreprises ont des relations directes avec les banques mondiales. Une des conséquences les plus importantes de la Révolution Russe de 1917 fut la centralisation de la production, de la planification et de l'exportation. Toute l'administration, l'appareil gouvernemental lié à l'appareil productif ne pouvait pas être en même temps dirigeant du Parti. On séparait les fonctions de dirigeant de l'Etat et du Parti. Ainsi le Parti pouvait diriger avec objectivité. Aujourd'hui ce n'est plus la même chose en Union Soviétique, les mêmes hommes sont dirigeants de l'Etat et du Parti. Ce n'est pas une forme scientifique de direction. Tant que le capitalisme existe, il peut chercher à corrompre, à pervertir. Si le dirigeant du parti est aussi dirigeant de l'Etat il peut obliger le Parti à appuyer des mesures qui ne sont pas les meilleures pour les travailleurs. Mais si la direction du Parti est indépendante de l'appareil administratif et économique, elle ne se laisse pas corrompre. En Yougoslavie, divers secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, ont des relations directes avec les banques capitalistes. Ils ne sont pas sous ... le contrôle du parti, mais sous la dépendance de l'appareil d'état, des différentes républiques, des intérêts régionaux. Voilà une conséquence de l'autogestion. Le socialisme autogestionnaire n'existe: ou bien c'est l'autogestion, ou bien c'est le socialisme.(..)

La centralisation de la production a pour effet de programmer toutes les forces possibles. Dans le système capitaliste, chaque capitaliste programme séparément, selon ses intérêts. Comme les capitalistes recherchent le profit, c'est le marché qui détermine les marchandises à produire, celles à jeter. Le besoin ou le désir d'acheter sont créés artificiellement et déterminés par le pouvoir d'achat et non par la nécessité. Par contre dans l'Etat ouvrier, on planifie, par exemple, le nombre de chaussures dont a besoin la population et on fabrique les chaussures en fonction de ces besoins. En centralisant les plans de production, on élimine la concurrence et le gaspillage. Il faut centraliser la production et la socialiser afin de produire au nom de tous. L'autogestion, par rapport à cela, est un recul de la conception communiste de l'économie. (..)

J. POSADAS (18.5.1980) .

Le procès des 13 délégués des Forges de Clabecq et la nécessité d'organiser la gauche syndicale

suite de la page 2

arrêtés de faire des actions, des mobilisations et même des occupations d'entreprises avec mise en fonctionnement de l'usine et vente de la production à la population, comme aux Grès Guerain ou encore à l'usine Levis.

Et depuis, sans cesse, les travailleurs et des délégués de base se sont bien souvent heurtés à l'appareil sclérosé et bureaucratique de leur syndicat. Entre les prises de positions, les accords et les compromis de la direction FGTB Michel Nollet avec le gouvernement, avec la FEB et la volonté de certaines centrales, de la base militante, de délégués des organisations syndicales, il y a un grand fossé, et pas seulement aux Forges de Clabecq.

Le mouvement syndical n'est pas du tout homogène, il y a aussi à la FGTB, des dirigeants de droite corrompus, d'autres qui sont simplement réformistes, qui n'ont plus confiance dans la classe ouvrière, et qui résistent à donner une réponse globale à la crise du capitalisme en Belgique, qui essaient de freiner les luttes, de réduire leur impact, et d'empêcher l'unification de la classe ouvrière au niveau national et européen.

Le manque d'une réponse syndicale unifiée, oblige les travailleurs et les délégués de base à se retrancher derrière une lutte sectorielle, dans les limites de l'entreprise, et donc pour des objectifs limités aux murs de l'usine et purement économiques, y compris pour ceux de Clabecq. Les méthodes utilisées par ceux de Clabecq ne sont pas plus ou moins combatives que celles utilisées dans d'autres luttes.

Dans tous les cas, le déficit le plus important, est celui des dirigeants syndicaux FGTB et des autres syndicats qui refusent de répondre à la volonté des travailleurs et des délégués et signent des accords et des compromis qui ni collent pas aux nécessités et qui laissent les résolutions des congrès syndicaux dans les oubliettes comme par exemple la lutte pour une réelle réduction du temps de travail à 35 heures sans perte de salaire avec embauche compensatoire, pour la défense des Services Publics, entre autres chose, qui signent des programmations sociales insignifiantes et même rétro-

Ce n'est pas le seul privilège exclusif des Partis Socialistes, d'avoir dans leurs rangs, des dirigeants réformistes, sociaux démocrates plus intéressés par leur carrière, par l'appât du gain, par le pouvoir que par la défense d'un programme socialiste, par la lutte pour changer la société. Par conséquent, un des aspect essentiel de la lutte syndicale, est d'orga-

niser le courant de gauche syndicale qui existe partout dans le pays, et de développer les moyens, les initiatives et les idées pour faire fonctionner une démocratie syndicale effective, partout. Pour cela, la lutte pour ces idées ne peut se faire que dans les structures syndicales telles qu'elles sont actuellement. Le Mouvement pour le Renouveau Syndical créé par D'Orazio et son équipe correspond à ce besoin et à cette nécessité, mais il le fait séparé du fonctionnement et des structures syndicales, en créant un mouvement qui se met, en concurrence avec les organisations syndicales

Dans " Syndicats ", Michel Nollet corrige un peu sa position par rapport à la délégation des Forges et remet les choses dans un contexte global de défense des droits syndicaux et du principe du droit de grève. C'est aussi la pression de tout le mouvement

syndical et des délégués d'entreprise qui font changer Michel Nollet.

C'est cela notre objectif et toutes les actions doivent conduire ces dirigeants à répondre au besoin de la base militante des syndicats et à changer de position, à réintégrer les délégués dans leur Centrale des Métallos. Concentrer les énergies à développer ces actions plutôt que de faire un mouvement concurrent en marge des organisations syndicales et qui n'aura pas d'avenir, qui n'a aucune perspective d'existence et de développement à long terme.

Toutes les expériences historiques antérieures de créer un nouveau mouvement syndical plus combatif, en dehors des structures ont été vouées à l'échec.

C'est aussi la raison pour laquelle, il faut comprendre pourquoi la réponse aux appels du MRS reste confidentielle et n'arrive pas à soulever les grandes masses des travailleurs et des délégués. Ce n'est pas un manque de volonté combative, mais les travailleurs et délégués ne veulent pas porter préjudice à leurs organisations syndicales.

La situation sociale et économique du pays, et toutes les luttes que les travailleurs n'arrêtent pas de mener partout, démontrent le grand besoin de faire un débat sur la tactique syndicale à développer. Il n'y a aucune raison que tous ces problèmes deviennent des " sujets tabous ", que l'on ose pas aborder dans les différents secteurs syndicaux, parce qu'ils seraient la porte ouverte à des " dérives ".

Aujourd'hui, il est indispensable d'ouvrir un débat fraternel, qui peut être passionné et dynamique dans tout le mouvement
syndical sur les méthodes de lutte,
sur la tactique et la stratégie pour
que les organisations syndicales
collent plus à la volonté des travailleurs et des délégués et répondent
par un programme anticapitaliste à
l'impasse sociale dans laquelle la
société capitaliste met des dizaines
de milliers de personnes aujourd'hui.

L'Euro, la crise du capitalisme européen et la nécessité d'unifier l'Europe sur une base socialiste

suite de la page

sie européenne, entrer en rivalité avec le dollar, ce n'est pas innocent et pourrait à terme créer une crise majeure entre l'UE et les USA, surtout si l'euro devient la monnaie de référence pour le commerce mondial. La bourgeoisie européenne, tout comme celle de n'importe quel autre pays, ne peut développer une politique capitaliste autonome des Etats-Unis. Ceux-ci ont les moyens de s'imposer à l'euro, et ils peuvent même étouffer l'Union Européenne, en provoquant des affrontements entre les différents pays, c'est ce qu'ils font déjà en partie au travers de l'alliance privilégiée avec la Grande Bretagne.

La population aurait comme choix : la peste ou le choléra. Les hommes ne sont pas par nature contre l'unification des peuples, ils sentent que la concentration capitaliste les exclut de la vie. Plus l'Europe avance, plus les trottoirs servent de dortoirs, les faillites des entreprises augmentent avec comme corollaire l'augmentation des chômeurs, des exclus; en Belgique, il y aurait plus d'un million de sans emploi (les statistiques admettent +/- 750.000 chômeurs avec les plus de cinquante ans mais ne comptent pas les exclus, les 18% de mitemps obligés, les demandeuses et demandeurs d'emplois ayant leur conjoint au travail). Comment expliquer à un chômeur, à un SDF, à un minimexé, à un pensionné à 22.000 bef par mois, à un allocataire social qu'il pourra voyager dans toute l'Europe sans devoir changer de monnaie!

Pour la bourgeoisie tous ces gens peuvent disparaître. Les Etats-Unis ont un taux de chômage inférieur à

l'Europe et 15 fois plus de gens en prison que la moyenne des prisons des Etats d'Europe occidentale; en additionnant les chômeurs et les prisonniers, les USA ont un taux de sans emplois supérieur à l'Europe occidentale.

Les nazis avaient créé des camps de concentrations pour résoudre ces problèmes sociaux. La sociale démocratie gère ou participe à une grande partie des gouvernements d'Europe, et comme perspective politique, elle ne peut que faire avaliser les désirs du capitalisme par le peuple. La sociale démocratie pense qu'elle peut réduire ou freiner les exigences des multinationales et ainsi justifie leur présence dans ces gouvernements.

Les travailleurs se sentent dans un tunnel sans fin. Depuis l'effondrement des pays socialistes, la confiance dans le combat pour une société communiste est reportée aux calendes grecques par la plupart des organisations et partis de gauche. Ces désarrois renforcent la conviction de la fonction de la bureaucratie socialiste et syndicale comme une fin en soi. Cette bureaucratie a peur d'affronter le capitalisme de crainte de perdre ses acquis sociaux et cela au détriment des acquis des travailleurs. De toutes façons, le capitalisme en créant une monnaie unique donne aux travailleurs une unité de comparaison des salaires et des conditions sociales. Par là même, le monde du travail reçoit une impulsion à une unification européenne pour la création d'un front syndical européen, d'un front unique des partis de gauche et des travailleurs. Entre temps les luttes européennes se

développeront par nécessité pour contrer la Commission Européenne, les multinationales... Renault est un avant goût de cette nécessité, plus le capitalisme se concentre plus il pousse à l'unification des travailleurs. L'obstacle majeur est une grande partie des potentats locaux de la sociale démocratie et syndicale qui préfèrent cet adage : mieux vaut être premier dans son village que deuxième à Rome. Les travailleurs doivent compter leur salaire en euro, l'euro sert d'instrument de mesures sociales afin de comparer avec les Allemands les Français, les Portugais. Cet instrument de mesure stimulera l'unification des peuples et le désir d'une Europe socialiste où le capitalisme sera aboli. Les travailleurs pourront grâce à la connaissance des autres établir un programme de revendication européen. Face aux distorsions salariales, les travailleurs doivent ramener les bas salaires vers les salaires les plus hauts et ne pas laisser imposer par le patronat une politique de réduction ayant comme phare les plus bas salaires de la planète. Ce ne sont pas les salaires du Portugal qui déterminent la politique de Renault mais bien les salaires du Brésil. Pour le patronat les plus bas salaires sont toujours trop élevés ; en Asie et au Brésil les salaires sont extrêmement bas, aujourd'hui c'est la chute spectaculaire des salaires. L'euro ne favorisera pas la condition sociale des travailleurs de l'Union Européenne. Le combat des travailleurs ne peut pas être uniquement européen, les délocalisations des entreprises dans le cadre de la mondialisation de l'économie et des marchés, renforce l'internationalisme des travailleurs. La frontière politique de l'Europe ne doit pas être l'enfermement des luttes sociales, la mondialisation n'a pas de frontière! Seule la solidarité entre les travailleurs du monde entier pourra donner une victoire décicontre le capitalisme.

LA GUERRE N'EST PAS FINIE EN YOUGOSLAVIE

Après trois mois de guerre en Yougoslavie, l'OTAN n'est pas n'est pas venue à bout de la résistance du peuple yougoslave. Si le retrait de l'armée yougoslave du Kosovo a bien eu lieu, l'occupation du territoire yougoslave par les forces militaires de l'Otan n'a pas été réalisée, ni d'ailleurs le renversement du gouvernement de Milosevic. C'est donc une semi-victoire militaire de l'impérialisme, mais aussi un échec politique des forces alliées de l'OTAN et, surtout, un potentiel de crise énorme dans les partis de gauche en Europe qui ont donné leur aval à cette sale guerre.

Les militaires de l'OTAN, au fur et à mesure de leur pénétration au kosovo, ne rencontrent que ce qu'ils ont eux-mêmes laissé : aucune trace de génocide de la part des Serbes, mais des cimetières faits à la hâte pour enterrer les morts, serbes et albanais, victimes des bombardements Otan et des combats entre l'armée yougoslave et l'UCK. Les mercenaires de l'UCK rentrent en force au kosovo, dans les chars et les bagages des forces militaires allemandes, françaises, anglaises, américaines qui sont en train de se déployer. La KFOR assisterait, impuissante aux règlements de comptes entre Albanais et Serbes. En réalité, le plan 'occupation du Kosovo par la KFOR inclut forcément l'UCK, et la démilitarisation annoncée est une fumisterie de plus, le problème qu'ils ont est que l'UCK est incontrôlable a peme pour eux et obéit plus à ses intérêts de mafias et de petits seigneurs de guerre qu'aux ordres de l'OTAN. Ils créent une situation comme en Afghanistan : les différents clans plus réactionnaires les uns que les autres se disputent sans fin, tandis que le Kosovo devient une base militaire de l'OTAN, prête à servir pour de nouvelles attéques contre la Yougoslavie, contre les autres pays de cette région qui ne se soumettraient pas au nouvel ordre mondial de l'impérialisme US.

Le grand silence sur cette guerre pendant toute la période électorale, en Belgique comme dans toute l'Europe, montre que le parti Socialiste, comme les Ecolos n'ont pas la «conscience très tranquille ». Ils ont marché à fond dans la grande opération de l'épuration ethnique, ils en avaient besoin pour pouvoir justifier leur appui à l'intervention militaire de l'OTAN, et on voit mieux maintenant que ce n'était qu'un prétexte. Les bombardements de l'OTAN ont fait plus de morts que la soi-disant épuration ethnique. Ce sont des milliers de personnes, civiles et militaires, serbes et albanophones qui sont tombées sous les bombes, les destructions massives des habitations, des infrastructures, des millions d'autres qui continuent à souffrir de la destruction de l'économie du pays, et de la pollution très grave provoquée par les armes radioactives de l'OTAN et par la destruction des installations pétrolières.

Les bombardements de l'OTAN contre les installations industrielles ont été très sélectifs : ils visaient tous les services publics et les entreprises d'état. Tandis que l'usine métallurgique Zastava a été entièrement démolie, tuant et blessant de nombreux ouvriers qui occupaient l'usine pour essayer de la protéger, le principal complexe sidérurgique yougoslave est resté intact : il appartient à Duferco, grand patron de multinationale bien connu en Belgique. Cette guerre n'a soutenu aucune cause humanitaire, elle avait pour but de détruire ce qui reste d'état ouvrier en Yougoslavie et servira de référence pour continuer la même chose dans le monde entier.

L'OTAN est devenu un bras armé du nouvel ordre économique mondial, avec les Etats-Unis à sa tête et le capitalisme européen qui suit. Qu'est-ce que le G.7 avait à voir avec une intervention militaire en Yougoslavie?

Il n'y aura aucun plan de reconstruction économique, ni au Kosovo ni dans le reste de la Yougoslavie! c'est une fonction politique qu'ils remplissent, pour couvrir le déploiement militaire de l'OTAN.

Les partis socialistes et les Ecolos se taisent aussi sur le coût de cette guerre, car c'est, de toutes façons, la population belge et des autres pays européens, qu'on voudra faire payer et cela va coûter sous forme de nouvelles restrictions de la sécurité sociale, des budgets de l'enseignement, ou de nouveaux impôts qui vont encore faire reculer le pouvoir d'achat des travailleurs. Le prix de la guerre est évalué à des centaines de milliards de dollars. Il faut exiger des comptes du gouvernement belge sur le coût de la guerre pour la Belgique.

Il faut discuter le bilan de la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie : malgré ce silence des directions des partis de gauche, tout un mouvement s'est organisé pour résister à la guerre pour se prononcer contre l'OTAN. Le Parti Communiste, le PTB, notre Parti, différents groupes dans le Parti Socialiste, le Parti Ecolo, ont défendu la dignité de la gauche : même en exprimant la défiance ou le rejet du gouvernement Milosevic, l'essentiel c'est de se prononcer et de lutter contre cette puissante machine de guerre contre le progrès humain qui est l'OTAN! Il y a une volonté de continuer cette lutte contre l'OTAN, de redonner ce sens au mouvement de la paix. L'essentiel c'est de lutter pour que les forces de gauche représentent une alternative à la guerre du capitalisme : il faut unifier les tendances de gauche, en Belgique comme en Yougoslavie, dans la lutte pour une société socialiste, car c'est le seul moyen de dépasser les différences ethniques, culturelles, et de vivre comme humanité.

Lutte Qui Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste Section belge de la IV Internationale Posadiste

36 ANNEE

Juillet 1999

Nº 411

20 Francs

Périodique bimestriel – Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pôlet Claudine, rue des cultivateurs, 62-1040 Bruxelles
CC: 000.0976234-26 – Téléphone: 02/732.21.95- Fax: 02/732.31.24-E-Mail: lutte.ouvriere@tvd.be

Conclusion des élections nationales et européennes du 13 juin 1999

Il n'y a pas d'issue électorale à la crise du capitalisme

EDITORIAL

Ces élections ont été l'occasion d'un vote critique des travailleurs, tant en Belgique que dans l'union Européenne, envers la politique des directions socialistes et des gouvernements de gauche qui se trouvaient en place dans la plupart des pays de l'UE. Plus de la moitié des électeurs potentiels ne sont pas allé voter ou ont voté blanc et nul. Même en Belgique, où le vote est obligatoire, plus de 25% n'ont pas voté. C'est l'électorat de gauche qui a utilisé le moyen qu'il pouvait pour exprimer sa critique. La droite n'a pas pu en tirer profit, ni l'extrême droite, ces partis se retrouvent dans une crise encore plus grande après les élections.

Malgré les campagnes de mensonges et de désinformation des médias sur la guerre en Yougoslavie, les travailleurs, les masses populaires dans toute l'Europe se sont prononcées contre cette guerre de l'OTAN et contre l'Europe capitaliste. En même temps que le processus électoral où certains partis communistes, comme le PDS en Allemagne, le P.C. de Grèce et du Portugal ont beaucoup progressé en prenant une position très ferme contre l'OTAN, les luttes des travailleurs dans les entreprises et les services publics, les manifestations contre la guerre, contre l'Europe du chômage, contre les multinationales et leur G.7, se sont multipliées dans tous les pays d'Europe.

En Belgique, ce vote critique s'est exprimé également, sous d'autres formes. C'est la crise de la Démocratie Chrétienne qui est importante, de là vient l'essentiel du progrès des Ecolos. Le Parti Socialiste reste le principal parti qui rassemble les travailleurs . Les listes ouvertes du Parti Communiste, ainsi que la Liste Debout, celle du PTB, ont permis l'expression d'un important courant à gauche du P.S. Il y a des conditions plus favorables pour envisager un front de la gauche après ces élections, et cela viendra à l'ordre du jour assez vite, car l'alliance actuelle des Verts-RougesBleus est tout-à-fait contre nature et invivable à long terme.

Les partis libéraux ont fait une campagne électorale démagogique mais significative que leur base sociale petite-bourgeoise, ne fait plus confiance dans les recettes capitalistes, dans la loi du marché, de la libre entreprise. Cependant, ils n'ont aucune autre solution à offrir que celles-là. Leur participation aux différents gouvernements servira à garantir au patronat la sauvegarde de ses bénéfices et à l'ensemble de la bourgeoisie, la défense de ses intérêts fondamentaux en Europe et au sein de l'OTAN.

Les Ecolos ont recueilli une grande partie des votes de protestation contre le règne de la démocratie chrétienne et contre la corruption et les intérêts particuliers qui ont dominé le P.S. pendant ces dernières années. Ils ont le crédit de leur honnêteté politique, et de beaucoup d'idées pour rénover la vie politique et de l'état en Belgique, mais ils croient que le soutien électoral et la volonté morale leur permettront de mettre ces idées en application. Ils ne mettent pas en question la structure capitaliste de notre société. Par conséquent, ils seront vite coincés par les restrictions dités budgétaires, le manque de moyens de financement etc. Avant même de commencer à gouverner, ils héritent, avec les socialistes, des frais de la crise dite de la Dioxine, et aussi, des frais de la contribution de la Belgique à la guerre contre la Yougoslavie.

Ce n'est pas la population qui doit payer, ni les uns ni les autres ! Pour mettre en œuvre la défense des intérêts des travailleurs, la Sécurité Sociale, des conditions de travail, d'emploi, de vie dignes, le gain électoral n'a pas de poids suffisant. Il faut compter sur les forces des travailleurs, dans les entreprises, dans les organisations syndicales, la FGTB doit mettre en avant un programme de lutte indépendant du gouvernement et le faire appuyer par les forces de gauche présentes au gouvernement.

Le 4 Juillet 1999

Le P.O.R.(T) APPORTE SON SOUTIEN ET SA PARTICIPATION AUX LISTES OUVERTES DU PARTI COMMUNISTE

Les prochaines élections (régionales, nationales, européennes) se tiendront alors que la guerre menée par l'OTAN contre la Yougoslavie provoque désastres, morts, destructions, fuite des populations par centaines de milliers et que se prépare une intervention terrestre des troupes de l'OTAN au Kosovo pour occuper le pays.

Mais cette guerre, qui va pourtant bouleverser toute l'Europe et peser sur le monde entier, est totalement absente de la campagne électorale. Elle n'était pas prévue au calendrier des partis au gouvernement qui se proposaient de tirer profit de l'entrée de la Belgique dans l'Euro, de présenter la politique du moindre mal comme la seule possible pour un prochain gouvernement où le Parti Socialiste et les Ecolos sont candidats

Déjà les socialistes et les Ecolos ont cru pouvoir tourner la page du mouvement blanc en acceptant la réforme de la Justice et de la Police comme un grand progrès et une réponse à la profonde critique de la population qui se mobilisait à Bruxelles dans la marche blanche. Ils ont, les uns comme les autres, présenté comme un progrès pour les masses, la création de l'Euro et considéré comme un sacrifice nécessaire la réduction de la dette publique au détriment du bien-être social. Et maintenant, ils font de même vis-à-vis de l'OTAN et s'alignent presque sans discussion sur les décisions toutes-puissantes des Etats-Unis et des gouvernements européens les plus puissants.

Cela montre que le Parti Socialiste comme le Parti Ecolo, qui sont candidats au pouvoir, vont demander les voix des travailleurs, de la population qui est en train de s'appauvrir de plus en plus, pour que ce soit encore elle qui paie les frais, et de la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie, et de la concurrence plus furieuse que jamais entre les différents secteurs capitalistes européens et avec les Etats-Unis.

Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, des gouvernements de gauche, ou à participation socialiste, Ecolo, et aussi Communiste, se sont trouvés confrontés à l'unification forcée européenne et à la guerre et ont accepté d'appliquer les mesures contre l'intérêt des travailleurs et de la majorité des populations que la droite n'aurait pas été capable d'imposer elle-même!

La méfiance des travailleurs visà-vis de ces élections est très profonde. Certains sondages parlent même d'une quasi majorité d'abstentions pour les élections européennes (tous pays confondus). Mais cette méfiance ne veut pas dire indifférence ou virage à droite ou à l'extrême droite. Toute cette dernière période a connu des mobilisations, des grèves, manifestations, interventions des masses, sous mille formes, montrant toutes que les gens ne veulent pas faire les frais de la crise capitaliste, qu'ils veulent défendre leurs acquis sociaux, culturels, leurs conditions de vie et de travail, des relations humaines de fraternité et de solidarité.

En Belgique, la décision du Parti Communiste de réaffirmer son identité, de défendre pleinement les objectifs de transformation de la société vers le socialisme, et de se présenter comme Parti avec des listes ouvertes aux élections va aider à donner une expression politique à la critique et à la volonté de changer radicalement la société capitaliste.

Partout où le Parti Communiste ne se présente pas, nous appelons à voter pour des candidats de gauche sur les listes du Parti Socialiste.

Depuis l'effondrement de la plupart des pays socialistes, l'idée même du communisme, de la possibilité de changer la société et de construire une société socialiste semblait s'être effondrée également pour beaucoup de gens. Mais la lutte des classes ne s'est pas arrêtée pour autant, en Belgique et dans le monde. Et maintenant cette guerre déclenchée par l'OTAN en Yougoslavie va montrer à nouveau que le capitalisme c'est la guerre et qu'il faut lutter pour le socialisme pour aboutir à la paix

L'engagement du Parti Communiste dans les élections avec des listes ouvertes est une impulsion pour ranimer le débat politique sur la nécessité du programme de changement social vers le socialisme. C'est un débat nécessaire pour le mouvement syndical comme pour le mouvement socialiste ou chrétien de gauche. La liste Debout qui présente les camarades de Clabecq pour les élections européennes exprime cette nécessité également, elle montre la persistance, la combativité et la volonté an-

ti-capitaliste des travailleurs, à Clabecq comme dans beaucoup d'autres entreprises, mais elle ne peut pas remplacer le programme, la politique pour rassembler toutes les forces de la classe ouvrière et des masses les plus pauvres. C'est pourquoi nous considérons plus important de soutenir et de participer aux listes ouvertes du Parti Communiste, pendant ces élections pour contribuer à sa refondation et à son développement après les élections.

1.6.1999

Le Bureau Politique du POR(T)



Après les élections du 13 juin 1999

RENFORCER LE PARTI COMMUNISTE POUR CONSTRUIRE UN MOUVEMENT A GAUCHE DU PARTI SOCIALISTE

Pour que le Parti Communiste montre la nécessité et la possibilité de transformer la société capitaliste vers le socialisme

Ces élections ont montré, dans toute l'Europe, la méfiance et le rejet des populations des solutions capitalistes : une majorité d'abstentions, c'est un vote contre l'Europe des multinationales, de la pollution, de la guerre. En Belgique, la droite n'a pas gagné ni pu tirer grand profit de la crise du Parti Socialiste. L'extrême droite n'a pas progressé en général et a pris des voix surtout à la droite démocrate-chrétienne.

La gauche sort renforcée de ces élections. L'essentiel de la protestation des « classes moyennes » est allée aux Ecolos. Le Parti socialiste maintient des positions centrales dans la classe ouvrière et la population travailleuse et la gauche du PS. Le PC, le PTB et la liste Debout rassemblent toute une avant-garde qui est intervenue dans toutes les luttes sociales, culturelles, des quartiers,

dans la lutte contre la guerre de l'OTAN pendant cette période.

Nous pensons que le Parti Communiste peut devenir le pilier de ce courant . C'est un courant communiste, où chacune des 80.000 voix électorales représente un militant contre le capitalisme, pour une société socialiste. L'esprit des « listes ouvertes » a permis une rencontre entre des camarades de tendances différentes, animés d'une même volonté et aspiration au changement radical de cette société capitaliste.

C'est important de maintenir cette ouverture et d'instaurer un débat politique permanent du Parti Communiste pour présenter un programme de lutte pour le socialisme en Belgique, en Europe et dans le monde entier.

Il n'y a pas que les prochaines élections communales comme échéance ou comme calendrier. Il y a aussi à discuter les conclusions de cette fin provisoire de la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie, la lutte contre le prochain gouvernement vert-bleurouge en Belgique, la lutte pour défendre les services publics et les acquis sociaux des travailleurs, pour que l'économie agricole ou industrielle réponde aux besoins des masses, la lutte pour les 35 et les 32 heures et le partage du travail, pour un enseignement et la culture au service de la population. Ce sont des problèmes qui requièrent le rassemblement quotidien de tous ceux qui sont intervenus pour les « listes ouvertes ».

Nous proposons également de discuter comment intervenir, ensemble, vis-à-vis du mouvement syndical, du Parti socialiste et aussi des Ecolos. Si un front doit se constituer c'est avec des forces de gauche dans toutes ces organisations. Et mener en même temps une campagne de discussions envers le PTB, et les camarades de la liste Debout pour rejoindre le Parti Communiste.

Bureau Politique du P.O.R.(T) le 28.6.1999

Résolution du Bureau International de la IV^{ème} Internationale Posadiste

LA GUERRE DE L'OTAN CONTRE LA YOUGOSLAVIE EST UNE GUERRE CONTRE LES ETATS OUVRIERS ET TOUTE L'HUMANITE.

L'OTAN HORS DE YOUGOSLAVIE!

POUR LA RECONSTRUCTION DE LA YOUGOSLAVIE SOCIALISTE!

Cette guerre lancée contre la Yougoslavie par l'OTAN sous le commandement des USA ne vise pas un pays, ni le gouvernement de Belgrade, ni même un Milosevic qualifié de dictateur. Cette guerre est celle du système capitaliste contre les masses du monde entier, contre ce qui reste des Etats ouvriers, contre toute rébellion des peuples qui ne supportent plus le capitalisme.

Nous partageons l'indignation du monde entier et nous saluons le courage et la dignité de tous les peuples de Yougoslavie: ici il n'y a ni Serbes, ni Croates, ni Bosniaques, ni Albanais du Kosovo, il y a des millions de gens que le capitalisme mondial sous la direction de l'impérialisme US a écartelés. L'impérialisme a démantelé la Yougoslavie - qui vivait unifiée au travers de l'Etat ouvrier depuis la révolution de 1948 - et il veut maintenant la détruire complètement en provoquant la séparation du Kosovo de la République Fédérale. Les masses serbes, monténégrines, ou albanophones, servent d'otages ou de cibles aux bombardements de la OTAN. L'objectif sinistre de l'impérialisme est d'écraser toute la population pour éliminer tout ce qui reste de la mémoire socialiste des masses yougoslaves et de s'installer militairement dans les Balkans pour ensuite intervenir contre l'ex-Union Soviétique.

Dans le monde entier s'élèvent les protestations et se prépare la réponse à cette guerre de l'OTAN. D'Australie au Moyen Orient, des Etats-Unis à l'Europe, de Cuba à la Chine et à la Russie. Mais on voit aussi qu'il ne s'agit pas seulement de s'opposer à un acte de guerre, pour revenir à la situation d'avant les bombardements et pour rétablir un processus de négociations diplomatiques. Les bombardements sur la Yougoslavie représentent un saut radical vers une guerre mondiale et vont obliger à des changements aussi radicaux de la politique des partis communistes, socialistes, des syndicats, des mouvements écologistes, de tous les mouvements progressistes dans le monde et en particulier en Europe capitaliste, dans l'ex-Union Soviétique et les autres ex-pays socialistes.

L'OTAN a lancé la guerre en passant par-dessus toute décision démocratique des parlements, des états qui font partie de l'Alliance. Elle n'a fait aucune déclaration de guerre. Les gouvernement européens et du Canada se sont entièrement soumis au commandement USA. On peut voir sur toutes les TV que Clinton et son équipe de bandits civils et militaires donnent les instructions, la ligne, les objectifs à atteindre pour les avions et les troupes de l'OTAN. Toute la bourgeoisie se rallie

aux Etats-Unis, même la française qui s'est intégrée totalement à l'OTAN. Les discussions de Rambouillet que présidait la France n'ont jamais abouti et toutes les possibilités de règlement pacifique des relations internes de la Yougoslavie ont été coupées brutalement et délibérément par les Yanquis.

L'impérialisme a un besoin urgent d'installer plus de forces directes de l'OTAN près des frontières de l'ex-URSS. Il n'a aucune assurance quant à la « fin du communisme » en Russie et dans les autres pays d'Europe de l'EST. Même si la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie, se sont mis sous le parapluie de l'OTAN, aucun de ces pays n'est disposé à servir de pont ou de base contre l'ex-URSS. L'impérialisme a cru que c'était le moment de donner le coup final contre la Yougoslavie après ces quinze années d'ingérence permanente pour affaiblir et démanteler ce pays.

La précipitation des Yanquis pour lancer cette guerre vient aussi du fait qu'ils veulent s'imposer à la bourgeoisie européenne et qu'ils ont déjà résolu de passer définitivement par-dessus l'ONU. Cet organisme est mort et les organisations de gauche qui se raccrochent à l'ONU pour donner une issue à ce conflit parlent dans le vide. C'est à l'OTAN qu'il faut face et contre elle qu'il faut lutter.

L'OTAN N'A AUCUN SOUCI DE LUTTER CONTRE UN DICTATEUR OU CONTRE UN REGIME DICTATORIAL.

C'est une sinistre farce de présenter les bombardements comme un mal nécessaire pour renverser Milosevic et son régime présenté comme dictatorial. La liste des régimes dictatoriaux tolérés, soutenus ou meme installés par les USA est interminable! De toutes façons, Milosevic a été porté à la Présidence de la Yougoslavie suite à un processus électoral, par contre il faudrait observer comment Tudjmann placé à la Présidence de la Croatie par les USA et l'Allemagne prépare une loi pour éliminer tout contrôle démocratique dans ce pays. Mais cet argument est parvenu à confondre ou à servir de prétexte aux dirigeants socialistes et syndicaux, et à certains secteurs communistes en Europe pour justifier leur appui à l'entrée en guerre, comme un moindre

Il n'y aucune dictature ni régime fasciste à Belgrade. Milosevic

est comme les autres bureaucrates qui dirigeaient les Etats ouvriers. Il devait s'appuyer sur les structures socialistes conquises par la classe ouvrière et la population avec la révolution yougoslave, en même temps qu'il voulait faire des réformes capitalistes et tirer profit en faveur de son secteur bureaucratique de la direction de la Fédération Yougoslave. C'est pourquoi il a fini par accepter la séparation de la Croatie, de la Slovénie, de la Bosnie, de la Macédoine pour garder la direction de la Fédération restreinte, au lieu d'unifier les luttes de toutes les masses des différentes républiques pour sauvegarder l'intégrité de la Yougoslavie. Mais même cela ne suffit pas à l'impérialisme. Celui-ci a besoin de foyers de guerre permanente pour exercer ses capacités militaires, imposer un commandement unique, et aussi pour fabriquer et essayer des armes nouvelles, plus sophistiquées, plus cruelles, plus criminelles contre les populations. On dénonce le stockage et l'usage possible d'armes radioactives en Yougoslavie comme les Yankees l'ont déjà fait en Irak, allant jusqu'à contaminer leurs propres soldats.

Les bombardements de l'OTAN n'attaque pas Milosevic mais toute la population, tout ce que les masses ont construit pendant 50 ans de vie de l'Etat ouvrier yougoslave : les infrastructures routières, les voies ferrées, les ponts, les écoles et les hôpitaux, les centrales électriques et les réservoirs de pétrole, les usines et les télécommunications, la Télévision et ils ont déjà causé la mort de milliers de personnes dont on ne parle jamais dans les medias occidentaux! Les gouvernements de l'OTAN espéraient un soulèvement de la population contre Milosevic. Il ne se passe rien de tout cela! Les masses yougoslaves se comportent comme le peuple soviétique face aux Nazis: elles résistent avec une volonté énorme et ensuite elles vont régler leurs comptes avec Milosevic, comme elles l'ont fait avec Staline qui fut bien pire qu'un Milosevic. L'exemple est montré par les ouvriers de la grande usine automobile Zastava de Kragujevac. Ils envoient un appel à l'opinion publique de tous les pays de l'OTAN à arrêter cette guerre et disent : « nous haïssons Milosevic mais nous allons faire un mur humain de milliers de travailleurs et leurs familles dans notre usine, parce que nous voulons protéger ce que nous avons construit par notre travail et ce qui reste de notre avenir ». L'exemple est donné aussi par les

chaînes humaines que font les gens sur les ponts de Belgrade où tous se retrouvent : étudiants, professeurs, ouvriers, employés, jeunes et vieux, favorables ou opposants à Milosevic. Les gens n'exigent pas que Milosevic abandonne le Kosovo - ce qui est un des buts des bombardements de l'OTAN - ; ils ne sont pas animés par des sentiments ou des aspirations nationalistes ou grandsserbes, mais ils défendent la Yougoslavie et ils voient surtout que l'OTAN agit comme le bras armé de l'impérialisme US qui veut s'installer dans ce pays, même au prix de l'écrasement de la population.

IL N'Y A AUCUNE EPURATION ETH-NIQUE AU KOSOVO.

Le flux des réfugiés fuyant la guerre envahit aussi toutes les télévisions. Tout le monde est ému de voir ces dizaines de milliers de personnes dans un total dénuement. Les plus anciens en Europe se rappellent l'exode de la population française et belge en 1940. Et voilà que les gouvernements européens veulent manipuler les sentiments humains de solidarité pour lancer leurs grandes opérations soi-disant humanitaires.

Tous les medias participent à cette opération et se sont transformés en instruments de propagande pure et simple de l'OTAN. Ils entretiennent tous une confusion fondamentale : pour justifier toute cette guerre de l'OTAN, il ne suffit pas en effet de dire que le régime de Milosevic est une dictature à abattre au nom des droits de l'homme, ils ont aussi besoin de montrer que ce régime est responsable d'un génocidé de la population albanaise du Kosovo et que les forces terrestres de l'OTAN doivent y pénétrer pour occuper la région et obtenir son indépendance.

Mais c'est l'OTAN qui a provoqué l'exil des habitants au Kosovo par ses bombardements massifs et terrifiants sur les villes et les moyens de communication et qui les maintient aux frontières comme en Macédoine. C'est l'OTAN qui a besoin de ces milliers de réfugiés pour les faire revenir au Kosovo sous la protection de ses soldats et des tristement célèbres hélicoptères « Apache ». Elle prépare son soi-disant cordon sanitaire qui sera en fait un déploiement de troupes pour occuper le Kosovo. Les medias font des interviews de réfugiés qui n'ont aucune liberté de parler, inventent ou falsifient les témoignages pour créer le tableau dont l'OTAN a besoin pour son intervention

(Suite page 4)

LA GUERRE DE L'OTAN EN YOUGOSLAVIE EST UNE GUERRE CONTRE LES ETATS OUVRIERS ET TOUTE L'HUMANITE

(Suite de la page 3)

terrestre. Mais ils ne disent pas, par exemple, que des avions de l'OTAN ont lancé des tracts en anglais sur le Kosovo annonçant des bombardements serbes et invitant les gens à partir. L'OTAN veut ainsi obtenir ce que la diplomatie n'est pas parvenue à imposer au gouvernement yougoslave : la séparation de fait du Kosovo, l'installation permanente de ses forces armées.

Toute la population n'a pas fui le Kosovo. En plus des Serbes l'ont quitté aussi. Mais une majorité est restée, dont une partie des responsables politiques qui voulaient négocier une restauration de l'autonomie du Kosovo avec le gouvernement de Belgrade. Eux aussi, comme Raduga, réclament l'arrêt des bombardements de l'OTAN.

La population a fui le Kosovo, là où les combats se sont produits entre l'armée yougoslave et les mercenaires de l'UCK. Il faut voir que l'UCK agit comme la cinquième colonne de l'impérialisme au Kosovo. Cette organisation est présentée comme l'émanation d'un peuple luttant pour sa liberté. Mais c'est tout simplement un ramassis de mercenaires recrutés en Albanie au sein de la mafia de Berisha, et en Turquie, des hommes affublés d'uniformes et d'armes très modernes, entraînés par la CIA, ou des gens qui ont continué la tradition des oustachis pro-nazis du Kosovo, au sein de secteurs arriérés des paysans du Kosovo. Les medias n'ont donné aucune information sur les actions de l'UCK au Kosovo ces dernières semaines, comme si elle n'existait pas, alors que ce sont ces milices qui ont pris la population en otage, provoquant la panique et les incitant à fuir. Cela n'annule pas le fait qu'il y ait eu des exactions de groupes policiers ou paramilitaires serbes ultra-nationalistes. Mais il y a une disproportion énorme entre cet exil massif et les actes que pouvaient commettre ces groupes.

On peut parler de réelle déportation, par contre, quand l'OTAN envoie de force, sans aucun papier et sans dire leur destination, les réfugiés en avions ou camions dans n'importe quelle partie du monde. Les raisons de cet exil forcé, il faut les chercher dans le plan cynique de l'impérialisme US, qui entraîne dans sa folie fasciste les autres gouvernements dits démocratiques de l'OTAN et qui veut entraîner le peuple nord-américain dans la guerre. Il y a une profonde résistance à la guerre au sein des masses des Etats-Unis, qui ont déjà payé l'échec de la guerre du Vietnam par des milliers de soldats morts. Le peuple nordaméricain ne veut pas la guerre. Le gouvernement de Clinton est disposé à fabriquer un nouveau Pearl Harbour pour forcer à un changement de l'opinion publique. C'est lui qui prend la

population du Kosovo en otage pour cette fin.

C'est honteux de demander à la population en Europe de donner de l'argent ou des vivres pour aider les réfugiés du Kosovo. Après trois jours de guerre, l'OTAN avait déjà dépensé six milliards de dollars! cet argent aurait été suffisant pour inonder la population kosovar et résoudre tous ses problèmes sociaux. Et maintenant, ils n'ont pas d'argent ni de moyens pour aider les réfugiés. Les appels à l'aide humanitaire de la population européenne servent à jeter de la poudre aux yeux. Ils ont fait la même chose avec les réfugiés hutus alors que l'impérialisme avait une grande responsabilité dans le massacre des milliers de Tutsis au Ruanda. Par ailleurs, les gouvernements européens parlent d'aide, de solidarité et d'asile alors qu'ils répriment ou chassent les réfugiés venant d'ailleurs et refusent de donner des documents d'identité aux sans-papiers.

LES PARTIS COMMUNISTES ET SOCIALISTES ET LES ECOLOGISTES D'EUROPE DOIVENT FORCER LEURS GOUVERNEMENTS A SORTIR DE CETTE GUERRE ET ROMPRE AVEC L'OTAN

En s'imposant aux autres membres de l'OTAN, l'impérialisme US veut montrer sa domination militaire sur les autres bourgeoisies, et en particulier sur la bourgeoisie européenne, comme il le fait sur le terrain économique avec l'AMI, l'OMC, le FMI, tous les organismes des multinationales qui dominent le monde. La bourgeoisie européenne a cherché à se renforcer économiquement avec le Traité de Maestricht, l'unification économique, et le capitalisme américain riposte à son concurrent en lui imposant son commandement militaire .

Cette action de l'OTAN a rencontré certaines oppositions dans les secteurs de la bourgeoisie moyenne, parce qu'ils ont leurs propres affaires avec la Yougoslavie et les autres pays des Balkans et veulent les continuer tranquillement. Mais l'OTAN a pu compter sur les gouvernements auxquels participent socialistes, communistes ou Verts pour soutenir son entrée en guerre. En Italie, c'est le premier ministre PDS, d'Alema, qui se place au premier rang pour justifier les bombardements, l'exil forcé des réfugiés et leur retour au Kosovo sous la garde surarmée des soldats OTAN. C'est un ancien socialiste de gauche espagnol, militant de la lutte contre les bases américaines en Espagne, qui est secrétaire de l'OTAN et porteparole de cette terrible machine de guerre. C'est un ministre Ecolo allemand, Fischer, vieux combattant antimilitariste et anti-nucléaire, qui ordonne l'entrée en guerre des troupes et des avions allemands contre la Yougoslavie, pour la première fois depuis la chuté d'Hitler et qui va applaudir quand l'OTAN utilisera les armes radio-actives qu'elle stocke contre l'armée yougoslave. Ce sont les socialistes français, belges, allemands dans leurs gouvernements respectifs qui se mettent à genoux devant le commandement US, et qui ordonnent aux soldats de leur pays de bombarder la Yougoslavie et qui vont faire payer les dépenses incommensurables de cette guerre à la po-

Toute la politique de réformes, de défense de l'Etat social, de l'unité européenne, toutes les promesses d'une Europe sociale offrant des emplois pour tous, tout cela va tomber brutalement à terre. Ces directions sont précipitées dans une épreuve historique dont ils n'avaient pas la moindre idée. C'est à peine la fin des commémorations des 50 ans sans guerre en Europe, dont ils s'attribuent la plupart des mérites, et ils se trouvent mêlés dans la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie, qui peut être le prélude de la troisième guerre mondiale. Ils se retrouvent sous la dépendance du capitalisme le plus puissant de notre époque, de l'impérialisme US. Tous les progressistes éprouvent une grande honte et indignation en écoutant ces dirigeants qui prétendent promouvoir la paix et le progrès humain, dire que cette guerre est un mal nécessaire. Les masses qui ont voté et soutenu ces partis de gauche vont manifester leur rejet d'une telle politique.

Il faut intervenir dans tous les partis socialistes, communistes, verts, dans les syndicats pour obliger les dirigeants à changer de position, obliger les gouvernements auxquels ils participent à se retirer immédiatement de cette guerre de l'OTAN, à se retirer de l'OTAN ? à ne pas envoyer un soldat, un avion, un centime contre la Yougoslavie. Le Parti Communiste Français ne peut se contenter de ses faibles protestations actuelles, il faut exiger du gouvernement Jospin de rejeter tout engagement dans la guerre, appeler à des manifestations permanentes de tout le peuple de France pour imposer ce changement. En Italie aussi, les communistes qui participent encore au gouvernement, la base et la gauche du PDS doivent briser cette course infernale à la guerre.

Dans toute l'Europe se multiplient les mobilisations de la population contre l'OTAN, contre la guerre. Des centaines de milliers de jeunes, de vieux, d'ouvriers, étudiants, intellectuels crient qu'il faut cesser les bombardements, stopper la guerre, qu'aucun soldat européen ne doit entrer au Kosovo. Chaque samedi en Italie des centaines de milliers de personnes se rassemblent, en Grèce aussi il y a une grande mobilisation populaire, des grèves nationales. Il faut faire peser dans tous les partis et les syndicats le rejet populaire envers cette guerre pour obtenir un changement de politique des directions.

Il faut condamner la passivité ou l'ambiguïté des directions syndicales en Europe face à cette guerre et faire comprendre que la guerre compromet définitivement toute possibilité de développement social et de solution des problèmes de la classe ouvrière et il faut appuyer et développer toutes les initiatives des organisations syndicales de base ou des différentes branches qui contestent la guerre.

LA GUERRE DE L'OTAN CONTRE LA YOU-GOSLAVIE EST CONTRE TOUTE L'HUMANITE. LA RESISTANCE DES MAS-SES DE YOUGOSLAVIE SE FAIT AUSSI AU NOM DE L'HUMANITE.

Dans le monde entier, les masses ont vu dans cette guerre un nouveau pas de l'impérialisme US, dirigeant l'OTAN, vers une nouvelle guerre mondiale. Le système capitaliste n'est pas parvenu à détruire les Etats ouvriers ni à écraser les peuples. La crise du système capitaliste prend des formes plus furieuses et violentes que jamais. La crise du Sud-est asiatique a jeté des millions de travailleurs dans une situation égale à celle des réfugiés du Kosovo, le capitalisme ne veut ni ne peut assurer le moindre progrès économique, social ou culturel à l'absolue majorité de l'humanité. Les masses de l'ex-URSS, de Yougoslavie, de Chine, font ces comparaisons et elles ont la conscience et l'aspiration à revivre les relations qu'elles ont connues dans l'Etat ouvrier. C'est contre cela que le capitalisme doit se préparer à la guerre et il le fait de façon accélérée et folle. La réaction du gouvernement russe et chinois, malgré tous les compromis et les tentatives de restauration capitalistes qu'ils ont faites auparavant, montre que les forces vives des Etats ouvriers se font sentir, il y a les réactions de l'Armée rouge, des partis communistés, des manifestations de la population pour aider la Yougoslavie. Mais tout cela est limité par rapport aux nécessi-

Il faut que cette réaction soit portée par tous les mouvements antiimpérialistes, communistes, socialistes, nationalistes de gauche, par les syndicats du monde entier. Il faut exiger partout que l'OTAN sorte immédiatement de la Yougoslavie, encercler toutes les bases militaires yankees dans le monde, ne pas laisser partir les soldats ni le matériel pour cette guerre. Il faut envoyer des délégations des organisations progressistes du monde entier pour participer à la résistance du peuple yougoslave, pour discuter avec tous les mouvements anti-OTAN de toutes les régions de Yougoslavie, pour aider les peuples de Yougoslavie à reconstruire et réunifier leur pays sur une base socialiste. 7 Avril 1999

Résolution du Bureau International

L'AGRESSION DE L'OTAN CONTRE LA YOUGOSLAVIE ET L'ACCELERATION DES PLANS DE GUERRE DE L'IMPERIALISME

La guerre de l'impérialisme mondial contre la Yougoslavie fait partie de la guerre totale que celui-ci prépare contre tous les Etats ouvriers qui maintiennent de structures et des forces organisées qui peuvent mener à la reprise de processus de construction de sociétés de type socialiste.

Il ne s'agit pas seulement des Etats qui restent encore formellement socialistes, comme Cuba, la Chine, le Vietnam ou la Corée du Nord, mais aussi de tous ceux dans lesquels le capitalisme tente de se rétablir, de la façon la plus barbare, par une nouvelle colonisation au travers de la technologie et de la finance.

En même temps, la lutte furieuse entre les divers centres monopolistiques atteint des niveaux de guerre, par l'intermédiaire des spéculations financières, avec des vainqueurs et des vaincus, entraînant des catastrophes pour des pays entiers, des régions immenses du monde. Des millions d'êtres humains payent le prix de ces batailles non moins sanglantes dans leurs effets dévastateurs que les deux dernières guerres mondiales.

Des pays comme le Mexique, la Malaisie, l'Indonésie, la Thailande, la Corée du Sud, le Brésil, l'Equateur – qui sont dans la sphère du capitalisme – sont écrasés et réduits à la désindustrialisation, à la crise permanente et à la complète subordination des Etats nationaux aux organes contrôlés par l'impérialisme, comme le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce et les grands centres financiers.

Le Japon doit céder du terrain, que ce soit au niveau de la finance internationale ou de sa zone directe d'influence, il perd du terrain sur tous les marchés mondiaux et ne parvient pas à sortir de la crise de son propre marché intérieur. L'Europe, confrontée à la lutte permanente entre ses centres de pouvoir les plus importants que sont la France, l'Allemagne et l'Angleterre, est obligée d'abandonner l'organisation d'un système militaire propre. Elle doit se soumettre à la Sainte Alliance contre la Yougoslavie, promuepar les Etats-Unis et l'OTAN, qui est son instrument principal de domination militaire mondiale.

Le désordre et la lutte à mort entre les monopoles capitalistes ont toujours existé et ont conduit l'humanité à deux guerres mondiales. L'unique motif de l'ajournement de la troisième guerre mondiale de la part de l'impérialisme venait de l'existence d'un système mondial d'Etats ouvriers et d'Etats révolutionnaires qui mettaient à l'ordre du jour une extension généralisée de la révolution. Ce système jouait un rôle de double pouvoir social, économique et militaire qui empêchait l'impérialisme de lancer la guerre comme il le voulait et quand il le voulait. L'objectif premier de cette guerre était un règlement de compte avec le système socialiste et la révolution socialiste en général. L'objectif second était l'affirmation de la suprématie de l'impérialisme US dans le monde face aux centres rivaux du capitalisme.

LA GUERRE EN YOUGOSLAVIE NE SIGNIFIE PAS UNE VICTOIRE POUR LES ETATS-UNIS

Malgré la crise de l'URSS et la réduction mondiale du camp socialiste, l'impérialisme continue à redouter les conséquences sociales hostiles de son escalade militaire. Les résultats de son agression contre la Yougoslavie vont en partie à l'encontre de ses plans. Les bombardements de l'OTAN ont eu lieu à très haute altitude pour échapper à l'efficace DCA yougoslave, et l'invasion terrestre ne s'est pas décidée, de peur d'un nouveau Vietnam.

En effet, des combats corps à corps allaient transformer l'agression en guerre sociale, le peuple yougoslave pouvait intervenir directement et aurait rencontre l'appui des masses d'Europe et du monde entier. C'est ainsi que, malgré les destructions et massacres réalisés par l'impérialisme, celuici a obtenu de maigres résultats : l'armée yougoslave est restée presque intacte. Elle a, de plus, été aidée par l'entrée des soldats à Pristina qui ont éta-

(Suite page 4)

LES RELATIONS AVEC LA NATURE ET LE SOCIALISME J.POSADAS

6 Avril 1978 Voir page 3 Les syndicats doivent remplir une fonction politique et remettre en question l'économie capitaliste

Voir page 2

Lutte @ Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste Section belge de la IV Internationale Posadiste

37[™] ANNEE

Novembre 1999

N° 412

20 Francs

Périodique bimestriel — Dépôt de Bruxelles 4 Editeur Responsable:Pôlet Claudine, rue des cultivateurs, 62-1040 Bruxelles CCP: 000.0976234-26 — Téléphone: 02/732.21.95— E-Mail: lutte.ouvriere@chello.be

Un mariage princier et un gouvernement arc-en-ciel ne peuvent camoufler la précarité croissante de la vie de la population

Editorial

Après les énormes fusions des banques belges avec les banques hollandaises ou françaises, après l'absorption de Tractebel par le Groupe Suez, surviennent de nouvelles mesures de privatisation des grandes entreprises publiques qui subsistaient encore en Belgique : Belgacom, les transports en commun. Ces dernières annonces sont particulièrement préoccupantes puisqu'elles sont l'œuvre des ministres Ecolo et socialiste de ce gouvernement bien qualifié de « droite plurielle ».

Les quelques miettes offertes en échange par le gouvernement ne font pas illusion : c'est bien de promettre la gratuité des trains au moins de 12 ans, mais cela n'empêche pas la continue dégradation du service public et sa privatisation larvée, celle-ci est présentée comme une « libéralisation » sans privatisation par la minsitre Isabelle Durant, mais ce sont des choses impossibles : si les entreprises publiques doivent être compétitives et se soumettre aux lois du marché mondial, cela ne peut se faire qu'aux dépens des travailleurs utilisateurs de la SNCB ou employés par elle. La mort de dizaines de voyageurs des trains à Londres en témoigne.

Les syndicats des cheminots ont déjà fait une grève européenne pour défendre le bien commun des populations que doivent représenter les chemins de fer. Ils s'insurgent maintenant contre la privatisation qui n'ose pas dire son nom, préparée par les ministres Ecolo de ce gouvernement. De même, le mouvement syndical doit constater que des réductions de charge très importantes seront accordées aux patrons, tandis que les travailleurs ne

verront aucune amélioration de leurs conditions de vie et de travail et que les chômeurs ne se verront offrir aucun nouvel emploi. Les projets d'emploi pour les jeunes de la ministre Onckelinckx ne vont faire que déplacer la main d'œuvre des entreprises, ajouter un nouveau nom à la précarité de plus en plus grave des contrats de travail. En même temps, aucune mesure n'est prise pour une réduction réelle et rapide du temps de travail, ni pour développer les secteurs publics de l'économie qui sont le seul moyen de proposer encore des postes de travail.

Il y a aussi la situation sans issue des travailleurs clandestins, sans papier ou sans permis de séjour, que les mesures proposées par le gouvernement arc-en-ciel, ne sortiront pas de l'ombre. C'est l'intérêt du capitalisme de laisser pourrir cette situation. Pour garder une réserve de main d'œuvre payée à 500f par jour ou même moins. La pauvreté sur laquelle se penchent, de savants universitaires, et de charitables sociétés, n'est pas le fait d'une petite frange de la population, mais déjà, comme le dénonce la FGTB, celui de près de la moitié des ménages. Sans le garde-fou que le système de sécurité sociale, acquis de haute lutte par le combat des travailleurs, représente encore, 45% des ménages vivraient sous le minimum vital en Belgique!

Pendant ce temps, les patrons des banques ne veulent même entendre parler d'une programmation sociale garantissant des conditions de vie et de travail dignes pour leurs employés. Le gouvernement arc en ciel propose des miettes, telles que l'augmentation des pensions (1000f!), la suppression (très progressive de la cotisation de solidari-

(Suite page 2)

Les syndicats doivent remplir une fonction politique et remettre en question l'économie capitaliste

Les travailleurs dans ce pays sont et continuent à être les victimes de la crise du système capitaliste. Pendant que les banquiers s'enrichissent et que les grosses entreprises délocalisent pour maintenir leurs profits, des dizaines de milliers de travailleurs sont jetés sur le pavé et vont rejoindre les files de chômeurs victimes de la mondialisation de l'économie. Le rachat de Nissan par Renault, par exemple, va engendrer 21.000 chômeurs de plus au Japon. La privatisation des entreprises publiques ou la mise en concurrence avec le secteur privé européen et mondial entraînent aussi des coupes sombres dans les emplois.

Le problème qui se pose en Belgique, est qu'il n'y a presque plus d'entreprises belge, et que les régions autrefois très développées économiquement comme Liège et Charleroi par exemple sont devenues des déserts économiques. Les grands patrons de la sidérurgie wallonne ont préféré se convertir en financiers comme Albert Frère, parce que le secteur métallurgique ne l'intéressait plus, et il préfère faire des profits fabuleux à la tête de la BBL en formant des holdings avec d'autres grands groupes bancaires d'Europe et du monde qui ne créent pas de nouvelles entreprises, et par conséquent des emplois mais font surtout de la spéculation financière.

Le résultat est que des régions entières deviennent un désert économique, avec son lot de conséquences sociales dévastatrices pour la population : logements insalubres, chômage, misère, pauvreté. La tuberculose est réapparue dans notre pays, alors qu'elle était pratiquement éradiquée depuis de nombreuses années.

Dans cette situation, les propositions du gouvernement pour créer de l'emploi ne sont que des illusions. Les anciens plans du gouvernement Dehaene pour l'emploi, tels que les multiples stages des jeunes, les chèques services, les ALE n'ont pas créé de nouveaux postes de travail, mais ont permis surtout aux habitants aisés des quartiers bourgeois de faire peindre et arranger leurs maisons à moindre frais, entre autre chose. Quels emplois ont-ils été crées ? Et les emplois des jeunes ? Les réductions des charges patronales ne servent pas à créer des emplois, mais au contraire à maintenir des emplois précaires, et permettent de retirer des statistiques du chômage un nombre important de personnes.

Les nouvelles propositions de Laurette Onkelinckx, sur l'embauche des jeunes ne vont pas créer 30.000 emplois nouveaux comme elle le prétend. Ce sont des stages Onem à peine améliorés. Ce sont des emplois à durée déterminée et ils servent surtout en pratique, à déplacer les travailleurs mieux payés pour les remplacer par des jeunes payés au minimum.

Un autre cheval de bataille de ce nouveau gouvernement est la chasse au travail au noir qui est très important dans notre pays . Priorité assignées : la traite des êtres humains, les ateliers clandestins de confection, la fraude organisée. Et pour pouvoir contrôler tout ce trafic les effectifs des contrôleurs sociaux seraient augmentés. Le résultat de ces mesures est que la victime de ces contrôles intensifiés sera le travailleur qui fait un petit travail en noir pour arrondir les fins de mois parce que son salaire est insuffisant pour subvenir aux besoins de la famille. Ce sont ces travailleurs qui sont les plus « visibles ». Les réels profiteurs du travail au noir, sont de grandes ou moyennes entreprises, ayant pignon sur rue et qui emploient des clandestins, des chômeurs, des sans papiers dans la construction, le textile, la grande distribution, la distribution toutes-boîtes etc...

Les ministres socialistes sont peut-être pleins de bonne volonté mais la réalité est que toutes ces petites mesures ne résolvent aucun problème et ne font que déplacer des emplois sans en créer un seul. Prenons l'exemple des Forges de Clabecq, Duferco prétend avoir crée 900 emplois, en réouvrant les Forges de Clabecq. D'abord, dans quelles conditions et pour combien de temps? C'est un calcul erroné, puisque les Forges de Clabecq utilisaient 1800 travailleurs. Le calcul est inverse,

il y a eu 900 emplois perdus aux Forges de Clabecq. Les patrons et les ministres ont une façon très curieuse de faire de l'arithmétique.

Des mesures ministérielles comme celles concernant la lutte contre le travail au noir doivent être mises en pratique et contrôlées par les syndicats, et non par quelques inspecteurs du ministère. Tous les travailleurs savent qui emploie des gens au noir et où. Il faut organiser un contrôle et une intervention syndicale contre ce travail au noir. De plus, la répression doit se faire contre les employeurs qui sont des négriers et pas contre les travailleurs clandestins qui sont surexploités et travaillent comme de véritables esclaves.

Les travailleurs de ce pays résistent avec force et acharnement à toutes les mesures de démantèlement des Services Publics et aussi aux fermetures d'entreprises, au refus de négocier des programmations sociales, comme dans les Banques où les travailleurs ont mené une grève réussie partout dans le pays, alors qu'ils n'ont pas fait de grève dans le secteur depuis près de 20 ans. Partout les travailleurs se mobilisent, à la SNCB, dans les transports en commun, dans les hôpitaux, dans les banques, dans la presse. Il faut chercher à unifier toutes ces luttes avec quelques revendications qui rencontrent les préoccupations et l'adhésion de tous : la réduction drastique et immédiate du temps de travail pour créer des emplois véritables, la garantie d'emploi

et l'interdiction de licencier.

Et aujourd'hui, une vague de licenciements de délégués syndicaux se produit un peu partout dans le pays, à la Sabena, chez Carnoy à Gand, chez Wend Boart, et chez Gontrand, chez Allibert. Ce n'est pas du tout par hasard que les délégués syndicaux sont licenciés dans une situation sociale qui se dégrade et à l'approche des élections sociales. Face à ces vagues de licenciements, les socialistes et les écolos doivent défendre et voter des lois de protection des délégués syndicaux et d'obligation de réintégration quand le Tribunal a donné raison aux licenciés. L'action de masse menée par le SETCA à Bruxelles pour obtenir cette loi ainsi que la suppression des astreintes a rencontré une grande sympathie dans tout le pays. Il faut généraliser de telles ac-

Pour éliminer le chômage, pour lutter efficacement contre le travail au noir, il est nécessaire de ne pas s'arrêter à des saupoudrages, il est indispensable d'avoir un programme anticapitaliste, de disputer au patronat le pouvoir d'organiser le travail dans ses entreprises et de posséder toute l'économie. Les syndicats doivent agir comme un contre-pouvoir et montrer cette voie aux responsables politiques, socialistes, écolos ou chrétiens de gauche qui croient qu'une fois au gouvernement, ils peuvent obtenir certains progrès pour les travailleurs.

Il faut rompre cette politique et s'appuyer sur les forces sociales qui ont voté à gauche et qui ont espéré un relais politique à leur lutte de tous les jours et prendre les mesures les plus progressistes du gouvernement Jospin en France pour faire la même chose en Belgique.

Editorial

Un mariage princier et un gouvernement arc-en-ciel ne peuvent camoufler la précarité croissante de la vie de la population

(Suite de la page 1)

té et croit que la population va s'en contenter.

L'annonce médiatique du mariage princier et l'opération de relations publiques de la famille royale à cette occasion tombent à point pour essayer de détourner l'attention de la population et pour montrer aussi que la Belgique « existe encore ». De plus cette opération s'accompagne d'un petit suspense concernant de vieilles relations extra-conjugales du Roi, et voilà que les medias nous assomment de ces histoires, à longueur de journée. Ils se mettent à parler pour le peuple, au nom du peuple, à la place du peuple. Les « joyeuses entrées » des princes dans les différentes villes du pays n'ont pas rendu joyeuses les situations des travailleurs, des chômeurs, des pensionnés, des jeunes, des familles, des sans abris, des sans papiers qui voient leur vie se casser, leurs perspectives d'avenir se fermer.

De plus, si des centaines de personnes se trouvent sur les parcours princiers, elles ne représentent pas pour autant le jugement politique de la majorité de la population sur la monarchie.

L'opinion publique – puisqu'on parle toujours en son nom- se demande certainement pourquoi les medias font-ils un tel matraquage des affaires royales. Et elle n'accorde aucune autorité à la famille royale, qui revendique publiquement des valeurs morales conservatrices, ultra-catholiques, qui parti-

cipe au renouveau charismatique, considéré comme une secte, qui se permet comme le roi Baudouin, de refuser sa signature à la loi sur l'avortement, et qui se comporte tout autrement dans sa vie de tous les jours. Mais c'est l'hypocrisie normale de toute la bourgeoisie et la noblesse de ce pays. Les gens ne s'y trompent pas!

De la même manière, la population ne se trompe pas sur ce gouvernement arc-en-ciel, malgré toutes ses déclarations de « changement », malgré les saupoudrages de mesurettes sociales effectués par le PS-SP et les Ecolos. L'essentiel de la politique économique, de la politique internationale soumise à l'OTAN et à la loi européenne et mondiale du marché se maintient.

La gauche du P.S. et des Ecolos , les communistes, la gauche chrétienne, les syndicats sont en force pour mettre sur pied un front de la gauche pour s'opposer fermement à cette politique et mettre ce gouvernement au pied du mur. Le comportement de l'humanité envers les animaux reflète les relations de pouvoir qui existent dans la société. C'est la classe sociale dirigeante qui éduque la société dans cette conception et qui a développé ces relations de pouvoir avec les animaux, comme elle le fait avec tous les autres rapports sociaux. Quand l'animal n'est pas utile à la finalité de l'exploitation capitaliste, on s'y intéresse très peu.

Dans le socialisme, l'humanité aura une autre appréciation pour les animaux. Elle utilisera ceux dont elle a besoin pour vivre. Mais elle va chercher la manière d'organiser la vie et de protéger tout ce qui représente un lien entre l'être humain et le cosmos. La nature elle-même provient du cosmos. Il n'y aura pas de relation de pouvoir, d'usurpation ni de profit, mais la compréhension de ce que nous partons d'une même origine. L'animal est resté à un certain stade et l'homme a pu arriver plus loin.

L'animal est le produit d'une évolution empirique de la nature. Il faut étudier ces problèmes et avoir une attitude harmonieuse envers l'animal. Nous les tuons seulement si c'est nécessaire. On doit, par exemple, tuer les mouches et les insectes. Dans le futur, l'humanité fera des expériences pour s'entendre avec les animaux et ceux-ci cesseront d'être « sauvages ». Certaines espèces d'animaux vont disparaître, comme d'autres l'ont fait dans le passé, comme les mammouths. La terre et l'univers ont évolué sous diverses formes, dont l'organisation de la vie fait partie.

Dans le futur, les êtres humains vont se préoccuper de créer des rapports harmonieux avec les animaux. Ils ne pourront pas vivre avec tous les animaux existants. Cela n'aurait pas de sens de cohabiter avec des mouches ou des rhinocéros par exemple. Mais des animaux, tels que les éléphants ont une grande intelligence, ils ont des liens avec les gens et vivent avec eux.

L'humanité ne cherchera pas à imposer un rapport de forces, mais une relation harmonieuse basée sur l'intelligence. Aujourd'hui, on montre les animaux dans des jardins zoologiques afin de se sentir supérieurs à eux. Ces expositions organisées par la société capitaliste ne servent qu'à montrer le caractère sauvage des animaux et à imposer la supériorité de la propriété privée capitaliste, à obliger les gens à respecter ses lois.

En partant des connaissances actuelles, dont les conclusions de Darwin, il faut approfondir beaucoup plus l'étude de l'origine de l'homme et des animaux. On n'en sait pas encore grand-chose. Le capitalisme ne peut faire une histoire objective dialectique de la nature, des animaux, car il devrait se juger lui-même. Par conséquent, il oriente et finance les hommes de science à tourner autour d'un problème de pouvoir : l'être humain est plus puissant que l'animal. Mais il existe aussi encore d'énormes lacunes dans l'histoire de l'évolution humaine depuis la préhistoire, quant aux délais des époques historiques et au contenu des progrès accomplis.

L'être humain s'est développé empiriquement. Il est apparu à une certaine étape de la vie, à la suite de transformations génétiques qui lui ont permis d'évoluer jusqu'à devenir l'homo sapiens. Mais beaucoup d'animaux ont aussi développé un certain degré d'intelligence et de vie sociale, comme les lions, les éléphants, les ours, les singes. Tout cela pourra s'étudier dans le futur. Ce ne sera pas l'apanage de quelques spécialistes, mais celui de toute la

LES RELATIONS AVEC LA NATURE ET LE SOCIALISME

J.POSADAS

6 Avril 1978

Présentation

DIOXINE, VACHE FOLLE OU ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES: LA COURSE AU PROFIT CAPITALISTE DETRUIT LA VIE HUMAINE

Comme l'analyse clairement J. Posadas dans le texte que nous publions ci-dessous, le régime capitaliste en bout de course, est responsable de tous les désastres alimentaires, écologiques que les populations doivent affronter pour le moment. Les découvertes scientifiques sur la génétique ou l'amélioration des espèces animales, pourraient servir effectivement à nourrir les milliards d'êtres humains sur terre, à élever le niveau de vie et la qualité de vie. Mais elles sont stimulées et utilisées par le régime de propriété privée, par le système capitaliste qui ne voit que son profit, sans souci de la santé ni de la vie des populations.

Il faut discuter ces problèmes dans le mouvement syndical et les partis de gauche, pour mettre le doigt sur leurs causes et proposer, imposer, que ce soient les travailleurs, la population dans les comités d'entreprises, de grands magasins, de transport, ou dans les quartiers, qui contrôlent la qualité des aliments, au moment de leur production, de la distribution, de la vente. Le gouvernement actuel, pas plus que celui de Dehaene n'a le pouvoir pour obliger les patrons à fabriquer et vendre des produits sains.

société humaine. Toutes les sciences vont s'unifier. Ni Darwin ni aucun autre scientifique ne sont responsables de la situation actuelle. C'est l'organisation de la société sous la propriété privée qui a provoqué cet empirisme. Le capitalisme s'est préoccupé d'élever son pouvoir d'exploitation, de faire des guerres, de tabriquer des armes atomiques qui font le tour de la terre en une demiheure, mais il n'a mené aucune étude consciente et systématique de la structure du cosmos. Le régime de propriété privée est responsable des limites actuelles de nos connaissances.

Si Platon, Socrate, Aristote, Démosthène, Démocrite avaient pu développer la société, nous serions aujourd'hui à une autre étape. Mais l'histoire étant ce qu'elle est, la propriété privée a empêché un progrès des connaissances. L'Etat ouvrier n'est pas responsable non plus de l'organisation actuelle de la vie par la propriété privée. Il doit consacrer beaucoup de forces à se débarrasser de la bureaucratie et à affronter cette dernière étape de vie du système capitaliste. La propriété privée est la cause essentielle de la séparation entre l'être humain et la nature. Les Grecs tendaient à les unir. Beaucoup de philosophes et de savants antiques ont étudié cela. Mais l'instauration de la propriété privée a provoqué une régression immense dans l'histoire en abandonnant la base harmonieuse que les Grecs avaient commencé à établir. Le régime de propriété et les systèmes de production qui en ont découlé ont pris le pas sur le développement de la pensée. C'est ainsi qu'il existe aujourd'hui une telle discordance entre les humains et la nature.

Si on tend à une harmonisation, cela inclut aussi la connaissance et l'intégration des animaux, comme de tout produit de la nature au progrès de l'humanité. On ne peut certes pas modifier toutes les structures organiques qui existent actuellement, mais il y a beaucoup d'espèces animales avec lesquelles une harmonisation est possible. Les dauphins en sont le plus bel exemple. Et l'intelligence de la société communiste va étendre son influence à d'autres espèces animales, comme les poissons par exemple.

Une fois le capitalisme éliminé, on aura éliminé les aspects les plus aigus de la lutte de classes. Il n'y aura plus d'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie, mais une certaine forme de lutte de classes subsistera contre la bureaucratie. Mais l'humanité pense elle veut déjà comment s'étendre, comprendre où elle va et d'où elle vient. Dans un futur très proche, la physique sera la science la plus importante et une base essentielle pour l'extension de la vie. La théorie sera la forme la plus élevée de l'amour humain. On se mettra à étudier le cosmos. En ayant l'assurance que le communisme est une nécessité pour le progrès de la vie, on peut envisager cette projection. Ni le capitalisme, ni la bureaucratie ne vont survivre, ils ne sont pas nécessaires, ils sont le vestige de rapports de forces établis à une étape antérieure de l'histoire. Le régime capitaliste ne vit même plus grâce à ses propres forces . Il subsiste encore parce que la bureaucratie, la stalinisme ont étouffé l'Etat ouvrier. Si Lénine et Trotsky avaient pu rester à la tête de l'Union Soviétique au lieu de Staline, aujourd'hui le capitalisme serait déjà dépassé et nous pourrions discuter comment aller sur Vénus ou ailleurs dans l'univers.

L'être humain est supérieur à l'animal. Il a développé certaines qualités, une capacité de se mettre en relation avec la nature et d'utiliser celle-ci à son bénéfice. Il a développé son intelligence à travers une vie sociale que les autres animaux n'ont pas menée. Mais cette vie sociale s'est trouvée limitée par l'organisation de la propriété privée qui a laissé de côté le progrès des sciences.

La propriété privée a accru sa mainmise sur la science, au cours du développement du capitalisme, des grands empires coloniaux. Elle utilisait toutes les découvertes scientifiques et techniques pour la production et réduisait à l'esclavage des parties fondamentales de la société humaine, les Noirs, les Indiens. Dans ces conditions, la science elle-même n'est pas entièrement objective car elle n'est pas pensée en tant que genre humain, au bénéfice du genre humain. La classe dirigeante était et est encore préoccupée de se servir elle-même, de se servir de la na-

ture, des être humains et des animaux à son profit. Les différentes sciences s'en sont trouvées très limitées.

Actuellement, l'anthropologie, la biologie, la zoologie sont très peu encouragées. Le capitalisme n'a plus besoin des animaux comme avant. Ceux-ci ne participent pas au processus de production. Ils reviennent trop cher. On n'a pas besoin d'eux parce que toute la production peut se faire en poussant sur un bouton. La société capitaliste n'a pas avancé dans la compréhension de l'harmonie entre la nature et le cosmos. Elle ne s'est préoccupée que d'elle-même, de la propriété privée.

Cependant, l'humanité se préoccupe de comprendre où elle va. On peut dire, en général, que l'on va vers des relations avec le cosmos. La terre est une partie du cosmos et les animaux comme les humains une partie de la nature terrestre. Il ne faut pas se préoccuper des animaux avec un critère d'exploitation de l'animal, mais avec le souci de s'harmoniser avec la nature, d'éliminer toute forme d'égoïsme, d'imposition, d'arrogance, d'utilisation de la nature dans l'intérêt d'une classe sociale. Les Anciens Grecs avaient cette préoccupation. Ce sont eux qui se sont occupés les premiers de l'organisation de l'intelligence, de la pensée. Après eux, la société a connu une énorme régression. La Renaissance fut une renaissance toute relative. Elle est restée limitée par le régime de propriété privée.

Pour mesurer les progrès de l'histoire et la capacité de l'humanité, il faut prendre en considération quelle est la classe sociale qui a dirigé la société. Le capitalisme a développé l'économie, la production, la technique, les inventions comme le machine à vapeur, l'électricité, le téléphone, l'énergie atomique. Mais en même temps que cela, il a soumis le monde entier à l'esclavage. la classe sociale qui a exercé cette fonction ne pouvait créer ni développer une préoccupation scientifique pour les origines de l'humanité, et encore moins, une relation harmonieuse entre les humains et de ceux-ci avec la nature. Les grands pays capitalistes tels que le Portugal, l'Espagne, la France, l'Angleterre, les Etats-Unis se sont développés sur la base de l'esclavage. pour le capitalisme, la seule harmonie consistait à développer le capital, lequel développait la concurrence entre les différents capitalistes et menait à la guerre. Cette société s'intéressait au développement de la production, de la concurrence, de la guerre et certainement pas à l'harmonie humaine.

C'est avec l'apparition du prolétariat et l'épuisement du régime capitaliste que ces problèmes peuvent émerger. Le marxisme a commencé à les étudier. Engels, en écrivant « l'origine de la famille de la propriété privée et de l'Etat » a fait l'étude la plus complète sur l'organisation et le fonctionnement des classes

L'humanité tend vers une harmonie avec la nature et les animaux. Harmonie signifie concentration, identification. C'est l'être humain qui dirige cette relation, qui a pu développer les moyens de le faire - son intelligence. Mais cela lui permet aussi de voir que, si la vie a pu commencer sur terre, elle a une origine plus lointaine, elle provient du cosmos. On verra que toutes les hypothèses établies jusqu'à présent sur les structures du cosmos sont insuffisantes. On cherchera à prévoir, à comprendre les mouvements de la terre à partir de l'unité du cosmos. On ne partira pas de l'unité d'une classe qui dirige, ni de l'unité de la terre, mais de celle de tout l'univers.

J. Posadas

L'AGRESSION DE L'OTAN CONTRE LA YOUGOSLAVIE ET L'ACCELERATION DES PLANS DE GUERRE DE L'IMPERIALISME

(Suite de la page 1)

bli une frontière avec les forces capitalistes. L'armée russe s'est comportée comme une armée soviétique, elle a mis un frein aux appétits de l'impérialisme. Le général Clarke, qui prônait un affrontement avec les soldats russes, a été limogé.

L'impérialisme ne comptait pas sur cette réaction du peuple yougoslave, ni sur cette initiative des militaires russes. Il pensait faire une exhibition militaire de quelques jours, mais la résistance de l'armée et du peuple de Yougoslavie a causé une grande émotion parmi les masses du monde. L'impérialisme s'est montré hésitant.

La soi-disant pensée unique du capitalisme ne règne pas sur le monde. Le communisme n'a pas disparu de la surface de la terre, mais il a au contraire, laissé des forces vives. Il a laissé un pays comme la Chine, qui maintient malgré toutes ses distorsions des structures fondamentales de l'Etat ouvrier, possède une ba qui, tout en n'ayant pas de poids économique et militaire pour faire face aux puissances impérialistes, reste un bastion social et politique des idées et de l'expériences des Etats ouvriers et exerce une attraction immense en Amérique Latine pour la révolution sociale et joue un rôle d'influence dans le monde entier pour soutenir les traditions communistes et révolutionnaires.

Il a laissé la Corée du Nord qui est un défi constant à l'impérialisme, inclus sur le plan militaire, et cela malgré son isolement, ses distorsions politiques et ses difficultés économiques.

Dans l'ex-Union Soviétique, et dans les pays d'Europe de l'Est et des Balkans, le capitalisme n'a pas réussi non plus à imposer sa contre-révolution, même si ces pays sont très touchés par les processus de restauration capitaliste et par les coups de la bureaucratie.

LA RESISTANCE DU PEUPLE YOUGOLAVE EST UN STIMULANT POUR LE MONDE

La résistance civile et militaire de la Yougoslavie contre l'agression impérialiste ne s'explique pas seulement par la ténacité du « nationalisme » serbe, ni par l'intransigeance du « dictateur » Milosevic. La conduite ferme et solidaire de la population yougoslave face aux bombardements, son courage exprimé dans les manifestations permanentes comme boucliers humains, la justice et l'ordre dans la répartition des biens et de la nourriture, l'organisation collective des secours et des réfugiés, ne sont pas l'expression d'un peuple pris par l'exaltation nationaliste. La seule explication de ce comportement se trouve dans la culture et la formation sociale acquise pendant l'expérience de l'Etat ouvrier.

Malgré toutes difficultés produites par le démembrement de la Yougoslavie, dans lequel Milosevic et son entourage bureaucratique ont une grande part de responsabilité, la population yougoslave a réussi à maintenir une conduite digne et équilibrée et a décidé de dire « assez » au processus de liquidation de l'Etat ouvrier. Elle a profité de la guerre pour faire entendre sa propre voix. Non seulement sous forme de manifestations de rue, mais par sa conduite objective, sa volonté de reconstruire immédiatement ce que l'OTAN avait détruit et de ne pas tomber dans les nouvelles provocations de l'impérialisme.

Les soi-disant mouvements d'opposition, appuyés par les puissants moyens financiers de l'impérialisme, n'ont pas obtenu le consensus de la population. Celle-ci les a empêché d'instaurer un régime soumis aux intérêts impérialistes. Le peu de succès de cette soi-disant opposition démocratique, n'est pas le fait de ses divisions comme le disent les medias occidentaux. Le peuple de Yougoslave ne se laisse pas attraper par son discours anti-Milosevic.

Pourtant il a mille motifs d'insatisfaction et de critiques envers Milosevic et les partis au gouvernement.

Il sait que cette même direction avait accepté antérieurement une collaboration de l'impérialisme, elle avait laissé des pouvoirs excessifs aux régions et surtout, elle avait lié l'économie yougoslave à celle du capitalisme, qu'elle avait accepté de multiples prêts et investissements occidentaux. Toute cette politique avait déjà commencé sous la direction de Tito, mais elle avait pris des proportions énormes depuis le démantèlement de l'URSS. Les couches contrerévolutionnaires de la bureaucratie yougoslave ont profité de la faiblesse de la Ligue Communiste et du manque de fonctionnement soviétique de l'Etat ouvrier pour multiplier les privatisations et détruire l'Etat multi-ethnique.

On ne peut parler de Milosevic sans considérer l'ensemble de ce processus. Les dirigeants actuels de la Slovénie, de la Croatie, de la Bosnie ne sont pas des innocents. Ce sont eux qui devront être jugés pour les guerres et les massacres et pour le crime principal qui a consisté à détruire la Yougoslavie et l'expérience socialiste. Milosevic a sa part de responsabilités dans cette crise. Mais dans ce qui restait de la Yougoslavie il a mis un arrêt aux privatisations. C'est pourquoi le capitalisme mondial, le FMI, a continué sa politique par d'autres moyens, c'est-à-dire la guerre.

Ce fait a de l'importance, il sert d'avertissement pour les mouvements de gauche dans le monde : ceux qui s'opposent à la politique économique de l'impérialisme peuvent être attaqués militairement. L'impérialisme s'est dédié à détruire de façon systématique toutes les installations et les entreprises appartenant à l'Etat, épargnant celles qui étaient des propriétés privées ou étrangères. Le message était clair : il fallait éliminer tout ce qui reste d'Etat ouvrier, toute velléité de développement autonome, contraire à la propriété privée.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre comment intervient la direction yougoslave. Ce n'est pas une directions révolutionnaire. Elle n'a pas défendu un programme, une politique, une morale communiste. Elle n'a pas mobilisé les travailleurs pour corriger publiquement toute la politique antérieure de destruction de l'Etat ouvrier. Cependant, elle a fait face à l'impérialisme et à ses provocations au Kosovo,

c'est pourquoi la classe ouvrière et la population s'est centralisée dans cette équipe. Elle a soutenu, en particulier, l'armée yougoslave qui ne s'est pas pliée malgré la sainte alliance contre Cela veut dire qu'il y avait un consensus des masses de Yougoslavie envers cette direction. Les masses de Yougoslavie ont vu le semi fascisme qui gouverne en Slovénie et en Croatie, devenues colonies de l'Allemagne, elles voient que la Bosnie est devenue un protectorat, une république de haine et de corruption, elles voient que l' Albanie est un désert de misère commandé par la mafia. Elles font le bilan de ce que signifie la venue dans « le club » des pays reconquis par le capitalisme. C'est pour cela qu'elles ne font pas confiance à la soi-disant opposition démocratique financée par l'impérialisme américain, ni à la mafia qui gouverne actuellement le Montenegro. Elles sentent qu'il n'y a aucune issue derrière les fausses promesses de démocratie.

L'UNIFICATION SOCIALISTE EST LA SEULE ISSUE POUR LA YOUGOSLAVIE ET LES BALKANS

Il faut maintenir les appels au retour au socialisme, reprendre le contrôle des propriétés privatisées, exproprier tout ce que l'impérialisme n'a pas détruit ou bombardé. Même si on peut accepter des investissements étrangers pour la reconstruction du pays, il faut que ceux-ci soient contrôlés par l'Etat et le mouvement ouvrier. Il faut faire un front unique pour la reconstruction; avec toutes les forces politiques locales et mondiales qui se sont opposées à l'agression de l'OTAN.

Il faut chercher l'appui de la Chine et de la Russie, toute en maintenant les critiques envers ces bureaucraties pour leur lente et faible réaction face à l'agression. De nombreux secteurs militaires et civils communistes de ces pays tirent maintenant les conclusions que l'objectif réel de cette guerre est la liquidation de ce qui reste des Etats ouvriers dans le monde. Ce n'est pas une question de solidarité slave, mais de survie et de légitime défense des conquêtes les plus hautes du mouvement ouvrier mondial de ce siècle. C'est pour cela qu'il faut soutenir la reconstruction de la Yougoslavie et empêcher qu'elle arrive à la situation extrême de

La IVème Internationale Posadiste appelle tout le mouvement communiste, socialiste et révolutionnaires, les syndicats, les associations et les mouvements populaires à soutenir le peuple yougoslave, à empêcher son isolement et à intervenir dans la reconstruction, à contribuer à la réunification des républiques yougoslaves, à aider la reprise de vie commune entre les peuples et les ethnies de Yougoslavie.

Dans un monde d'économie globale, il n'y a aucun sens à l'atomisation de peuples qui ont vécu et progressé ensemble pendant ans. L'autodétermination n'a rien à voir avec le nationalisme actuel qui n'exprime que le séparatisme de clans directement fabriqués et stimulés par l'impérialisme.

L'impérialisme européen a unifié l'Europe au profit des monopoles et des secteurs les plus forts du capitalisme. Il a dû faire toute une campagne pour dépasser les barrières et les différences nationales et culturelles qui existaient depuis des siècles, alors que ces mêmes puissances capitalistes avaient provoqué deux guerres et obligé les citoyens à se battre au nom de chaque « patrie ». Si l'impérialisme essaie actuellement de régler des problèmes nationaux en Irlande du Nord ou en Corse, au Pays Basque, c'est parce que ces conflits ne l'intéressent plus économiquement : il met toute son attention à préparer la concurrence mondiale et la guerre. Il ne le fait pas par amour des peuples ou au nom des principes d'autodétermination. Il ne cherche d'ailleurs pas de réelle solution, mais une pacification forcée.

Quand ce même impérialisme assume aujourd'hui la défense de Kosovars albanophones, au nom de l'autodétermination, qu'il appuie par tous les moyens la haine, le séparatisme, qu'il finance et arme l'émigration albanaise des Etats-Unis et d'Allemagne, cela n'a rien à voir avec la défense de l'autodétermination. Le fait même de s'être appuyé sur la mafia albanaise rappelle l'accord que les Etats-Unis avaient fait avec la mafia sicilienne dans la Guerre 40-45.

Si certains secteurs de gauche croient encore à « l'ingérence et l'aide humanitaire », ils doivent observer le traitement réservé par l'occident aux réfugiés serbes et tziganes qui ont du fuir le Kosovo et la répression de l'UCK. Il faut voir que l'UCK est protégée par les forces de l'OTAN. Les médias ne montrent plus d'enfants en larmes et de pauvres réfugiés ! Ils ne montrent plus rien du Kosovo, car on n'a jamais pu trouver les morts dans les soi-disant charniers de l'armée yougoslave. Par contre, chaque jour apporte de nouvelles confirmations des destructions délibérées des richesses et de l'environnement de la Yougoslavie par les bombardements de l'Otan.

Quand l'impérialisme américain décrète que le coût de la reconstruction doit être payé par l'Europe, cela signifie qu'il n'y aura aucune reconstruction, ni aucun Plan Marshall, ni pour les Balkans, ni pour la Russie. Le véritable objectif de l'impérialisme est encore et toujours d'éliminer toute expérience dé socialisme, tout développement hors du capitalisme, de détruire tout ce qui reste du socialisme. Il est vrai qu'il y a d'autres intérêts, plus particuliers, purement commerciaux ou économiques. Mais tout cela est secondaire face à l'objectif principal de la guerre, aujourd'hui contre la Yougoslavie, demain contre la

Il faut aussi aider la population albanophone du Kosovo à se libérer de l'influence de ses dirigeants qui ont tous agi comme agents de l'impérialisme, même ceux qui avaient un passé de gauche. Il faut montrer qu'il n'y aucun progrès sans la reprise de l'expérience socialiste de la Yougoslavie. Les Albanais, les Macédoniens, les Serbes, toutes les ethnies de Yougoslavie doivent s'unir dans la reconstruction du pays, pour le bien commun. A bas l'OTAN! Dehors les troupes d'occupation!

Bureau International de la IV^{ème} Internationale Posadiste